

# SOMMAIRE

DEDICACES .....	11
REMERCIEMENTS.....	12
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	13
GLOSSAIRE .....	15
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES.....	16
GRAPHIQUES .....	17
INTRODUCTION .....	18
PREMIERE PARTIE : CADRES THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE .....	22
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.....	22
CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE.....	52
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU CADRE D ETUDE ET ANALYSE DES POLITIQUES EDUCATIVES SUR LES FILLES.....	65
CHAPITRE III : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE .....	65
CHAPITRE IV : APPROCHE ANALYTIQUE DES POLITIQUES D'INTERVENTION SUR LA SCOLARISATION DES FILLES .....	70
TROISIEME PARTIE : LES DIFFICULTES DE POURSUITE SCOLAIRE.....	76
CHAPITRE V : IDENTIFICATION ET PROFIL DES ENQUETES .....	76
CHAPITRE VI : LES FACTEURS SOCIOCULTURELS ET ECONOMIQUES.....	89
CONCLUSION GENERALE.....	96
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	98
TABLE DES MATIERES .....	102

## **DEDICACES**

Je dédie ce travail à :

- mon adorable maman qui, j'en suis convaincue aurait été fière et heureuse ;
- mon père qui m'a toujours suivie, accompagnée, dans ses prières et rassuré dans les moments de découragement.
- mes frères : l'un m'a assisté financièrement et matériellement, sans répit, dans les études et l'autre avec toute l'affection et l'appui moral d'un aîné.

Je le dédie aussi à toute ma grande famille.

J'ajoute à ces dédicaces un ami commun qui nous était très cher et qui est décédé à la fleur de l'âge : Théodore Eymard KOR. Paix à son âme.

## **REMERCIEMENTS**

§ Je remercie Monsieur le Pr. Moustapha TAMBA qui m'a encadré et suivi durant tout ce long processus.

§ Mes remerciements vont aussi à l'ensemble des Professeurs du département de Sociologie et à toute l'équipe du Laboratoire de Genre et Recherche scientifique, plus particulièrement Madame Fatou SARR qui m'a acceptée avec générosité dans sa structure, Monsieur Alpha WADE pour tout son appui, sa disponibilité, son ouverture et ses conseils ; Monsieur Pape Demba FALL, Amy SOW, Monsieur Cheikh I. NIANG et Madame NDIAYE

§ Madame Aicha KONE, Présidente du Comité Scofi à Thiès, M. CISS du Ministère de l'Education, le personnel de l'école Darou Salam notamment M. DIENG ainsi que les habitants dudit quartier.

§ J'associe également à ces remerciements mes camarades et amis du Département de Sociologie, du Mouvement Citoyen qui représente ma seconde famille notamment El Hadj M. CAMARA, S. BA, A. KANE, M. DIACK, Sidy Bâ ;

§ Je tiens aussi à souligner toute ma reconnaissance à mes familles d'accueil de Ouakam, Yoff et Guédiawaye.

§ Que toutes les personnes qui ont concouru à la réalisation de cette étude soient chaleureusement remerciées.

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International

AFARD/AWOORD : Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement/ African Women for Research and Development

AME : Association des Mères d'Elèves

ANSD : Agence Nationale de Statistique et de la Démographie

BAD : Banque Africaine de Développement

BREDA : Bureau Régional de l'Unesco pour le Développement de l'éducation en Afrique

BU : Bibliothèque Universitaire

CFEE : Certificat de Fin d'Etudes Elémentaire

CM : Cours Moyen

CNEPSCOFI : Comité National des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles

CINU : Centre d'Informations des Nations Unies

CODESRIA : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique

DEE : Direction de l'Enseignement Elémentaire

DPRE : Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education

EBAD : Ecole des Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes

EPT : Education Pour Tous

FASAF : Réseau sur la Famille et la Scolarisation en Afrique

FAWE : Forum des Educatrices Africaines

IA : Inspection d'Académique

IDEN : Inspection Départementale de l'Education Nationale

IFAN : Institut Fondamental d'Afrique Noire

IRD : Institut pour la Recherche et le Développement

MEN : Ministère de l'Education Nationale

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PDEF : Programme Décennal pour l'Education et la Formation

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SCOFI : Scolarisation des Filles

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture

UNGEI : Initiative des Nations Unies pour l'Education des Filles

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

UNIFEM : Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

## GLOSSAIRE

TA : Le taux d'analphabétisme est le rapport entre l'effectif de personnes ayant plus de 6 ans ne sachant ni lire ni écrire et l'effectif total de personnes de plus de 6 ans et plus.

TA : Taux d'abandon mesure la proportion, pour une année scolaire donnée, d'élèves qui abandonnent le système scolaire.

TA = Effectif d'abandons (année n)/ effectif d'élèves inscrits (année n-1) ou TA= 1-(TP+TR)

TA = Taux d'Achèvement : taux brut d'admission X taux de rétention au CM2

Ou : nouveaux inscrits en CM2 et la population âgée de 12ans.

Rapport filles/garçons au niveau du primaire : le rapport entre l'effectif d'élèves filles et l'effectif d'élèves garçons inscrits au primaire.

TBS : C'est la proportion de l'effectif total d'élèves par cycle quel que soit l'âge, par rapport à la population d'enfants en âge d'être scolarisés dans ce cycle.

TBS = Tous les élèves d'un cycle donné/ effectif d'enfants en âge d'être scolarisés dans ce cycle.

TNS : La proportion de l'effectif total d'élèves en âge d'être dans un cycle donné par rapport à la population d'enfants en âge d'être scolarisés dans ce cycle.

TNS = Effectif d'élèves en âge d'être dans un cycle donné/ effectif d'enfants en âge d'être scolarisés dans ce cycle.

TR : Le Taux de Redoublement est la proportion d'élèves ayant repris un niveau d'étude

TR = Effectif de redoublants (année n)/ effectif d'élèves inscrits (année n-1)

TP : Taux de Promotion mesure la proportion d'élèves ayant terminé avec succès une année d'étude donnée et qui passe en classe supérieure.

## LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

### TABLEAUX

Tableaux	Pages
<b>Tableau 1</b> : Tableau synthétique des variables et des indicateurs	27
<b>Tableau 2</b> : Répartition de la population de Darou Salam selon le sexe	35
<b>Tableau 3</b> : Répartition de la population des filles scolarisées	36
<b>Tableau 4</b> : Répartition de l'échantillon de l'échantillon des parents	37
<b>Tableau 5</b> : Répartition de l'échantillon des filles scolarisées	42
<b>Tableau 6</b> : Evolution des TBS et des TNS en (%) pour la région de Thiès	42
<b>Tableau 7</b> : Evolution du rapport filles/garçons dans les différents niveaux d'enseignement	49
<b>Tableau 8</b> : Répartition de l'âge des écolières en fonction de leur niveau d'étude	50
<b>Tableau 9</b> : Répartition des écolières en fonction de la catégorie socioprofessionnelle de leur père	51
<b>Tableau 10</b> : Répartition des écolières en fonction de la catégorie socioprofessionnelle de leur mère	52
<b>Tableau 11</b> : Identification des filles qui ne se sont pas maintenues	53
<b>Tableau 12</b> : Sexe du parent en fonction d'une existence ou non d'instruction	54
<b>Tableaux 13</b> : Sexe du répondant en fonction du niveau d'étude Sexe du parent en fonction de sa catégorie socioprofessionnelle	56
<b>Tableau 14</b> : Situation de l'abandon	57
<b>Tableau 15</b> : Répartition des travaux domestiques exécutés par les filles en plus de l'activité scolaire Décision de scolarisation en fonction du sexe du parent	58
<b>Tableau 16</b> : Tableau 16: Décision de scolarisation en fonction du sexe du répondant	59
<b>Tableau 17</b> : Décision de scolarisation en fonction d'une existence ou non d'instruction	60
<b>Tableau 18</b> : Choix de scolarisation et raisons du choix	

## **GRAPHIQUES**

<b>Graphiques</b>	<b>Pages</b>
<b>Graphique 1:</b> Situation des retards	67
<b>Graphique 2 :</b> Situation des redoublements	68
<b>Graphique 3 :</b> Situation des absences	69
<b>Graphique 4 :</b> Part de contribution dans les travaux domestiques	74

## INTRODUCTION

Depuis la célébration de l'Année Internationale de la Femme adoptée le 18 Décembre 1972 par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 3010 et proclamée en 1975<sup>1</sup>, la période 1976-1985 fut instituée comme Décennie des Nations Unies ainsi que le 08 Mars retenue comme Journée Internationale de la Femme. Du coup, il a été noté une grande effervescence des activités féministes, elle-même couronnées par de nombreux progrès dans le dessein de promouvoir le statut de la femme considérée d'antan comme gardienne du foyer, en un partenaire à part entière dans la construction du développement. En effet, repenser la place de la femme dans le processus de développement durable a marqué les grandes rencontres internationales. Parmi celles-ci, nous pouvons citer, entre autres Mexico 1975, Copenhague 1980, Nairobi 1985, Beijing 1995<sup>2</sup>.

Ces rencontres ont été les occasions pour les participants, surtout les femmes, de dénoncer l'invisibilité de la catégorie féminine voire leur mise à l'écart dans les secteurs stratégiques du développement. En fait, dans la conscience collective des sociétés humaines, la place de la femme est, en générale réduite au cadre domestique tournant autour de la maternité, de l'éducation des enfants et de l'entretien du foyer. C'est pour renverser cette tendance que des actions ont été menées pour, par exemple, faire accéder les femmes aux ressources économiques, les intégrer dans les instances de prise de décisions... Cependant, comment atteindre ces objectifs sans former ces dernières c'est à dire leur faire bénéficier d'une bonne éducation démocratique et de qualité ?

Si nous nous entendons sur cette assertion : l'éducation est un préalable à tout développement et que *l'éducation change le monde* comme le porte en slogan l'ONG « Aide et Action », alors comment bâtir ce devenir si l'une des entités de la société semble être en reste ou est en retard dans ce domaine ?

---

<sup>1</sup> : L'Année Internationale de la femme est décrétée par l'ONU suite à la lutte des mouvements féministes qui réclamaient de meilleures conditions de vie.

<sup>2</sup> : Ces dates marquent les conférences mondiales qui ont été successivement organisées à l'honneur des femmes. Celle de Beijing est la Quatrième du genre et s'est tenue en Chine du 4 au 15 septembre 1995. Elle s'est révélée être la plus vaste et la plus influente de toutes les conférences mondiales jamais organisées sur la condition féminine.

L'éducation est en effet un droit fondamental pour tout être humain et constitue un des piliers de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme<sup>3</sup>. Elle (l'éducation) est un processus d'acquisition de connaissances théoriques et pratiques permettant à tout un chacun de se réaliser et de participer d'une manière ou d'une autre à la construction de son pays. L'éducation constitue un des meilleurs moyens de parvenir à un développement durable.

Cependant, des centaines de milliers de personnes continuent d'en être privées. C'est la raison pour laquelle a été tenue en 1990, en Thaïlande, une Conférence Mondiale où les participants ont réaffirmé, dans la Déclaration dite de Jomtien, le droit à l'Education Pour Tous (EPT). En effet, selon les chiffres de l'UNESCO, « cent treize millions (113) d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire n'ont pas le droit à l'éducation et presque deux tiers (2/3) d'entre eux sont des filles » (UNESCO, 2002 :28). Le rapport montre que les disparités en matière d'éducation sont plus prononcées dans les pays en voie de développement.

Pour ce qui est du Sénégal, malgré les efforts consentis par le Gouvernement avec notamment l'instauration du PDEF, son adhésion au FAWE en Avril 1996 pour ne citer que ceux-là, les écarts persistent encore en matière d'éducation. En attestent les statistiques de la Banque de données des indicateurs sociaux du Sénégal<sup>4</sup> qui indiquent qu'entre 1988-1989, le pourcentage de la fréquentation scolaire est de 67,5% contre 47,2% respectivement pour les garçons et les filles et de 82,4% contre 77% en 2003-2004. Ces données montrent qu'il reste des efforts à faire dans le domaine de l'éducation.

Si, comme le soutenait en 2004, Le Directeur Général de l'UNESCO Koichiro MATSUURA que « la parité entre les sexes en matière d'éducation est une priorité parce que l'inégalité devant l'éducation constitue une grave atteinte aux droits fondamentaux mais aussi un obstacle important au développement social et économique » (UNESCO 2004 :2), alors, pourquoi le problème de la sous scolarisation des filles persiste-t-il encore ? On sait que les politiques de sensibilisation sur l'importance de

---

<sup>3</sup> Cf. Article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de la charte des Nations Unies.

<sup>4</sup> MINISTERE DE L'EDUCATION, 2005, Banque de données des indicateurs sociaux du Sénégal, p10.

l'éducation des filles ont conduit à des avancés notables notamment en ce qui concerne l'accès à la scolarisation. Mais, ce n'est qu'un aspect du problème de sous scolarisation féminine dans la mesure où la politique de scolarisation des filles concerne également leur maintien dans le système et le suivi de leurs performances.

Notre préoccupation dans cette étude est d'examiner les obstacles au maintien des filles à l'école en général au niveau de l'école élémentaire en particulier. En effet, il a été constaté que même si les filles sont inscrites, il est parfois assez difficile de les maintenir à l'école jusqu'à la fin du premier cycle. Pour mieux circonscrire le phénomène que nous nous proposons d'étudier, nous avons organisé ce travail en trois grandes parties :

- La première partie est d'abord consacrée, à un bref historique de la lutte pour la promotion de la Femme et au rappel de quelques dates repères. Nous passons en revue l'état des connaissances sur l'éducation en général et la sous scolarisation des filles en particulier. Enfin exposons nos objectifs, notre cadre d'analyse et adoptée la méthodologie, après avoir évoqué la problématique.

- La deuxième partie du texte est centrée sur la Commune de Thiès et plus, spécifiquement sur le quartier Darou Salam qui est notre zone étude. Après cette présentation, nous proposons une analyse des politiques d'intervention mises en œuvre dans le cadre de la scolarisation des filles.

- La troisième partie expose les difficultés rencontrées par les filles de Darou Salam dans la poursuite de leurs études primaires. Elle correspond à la phase présentation, d'interprétation et d'analyse des données de terrain, qui constitue une étape nécessaire à la vérification et à la validation de notre hypothèse de recherche.



**PREMIERE PARTIE : CADRES  
THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE**

# **PREMIERE PARTIE : CADRES THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE**

La première partie de ce travail ou cadre théorique est organisée en trois sous parties :

- 1) la problématique générale qui fonde les bases théoriques de notre recherche ;
- 2) le cadre opératoire ;
- 3) la méthodologie adoptée.

## **CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE**

Ce chapitre se propose de faire l'état des connaissances produites sur le thème, de poser la problématique de recherche, puis ses objectifs, avant d'indiquer la pertinence du choix ainsi que les théories qui permettent d'expliquer le phénomène étudié.

### **I-1 REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE**

Lorsqu'on entame un travail de recherche, on commence toujours par une exploration documentaire pour avoir une orientation par rapport à la problématique que l'on veut construire et les postulats posés. De ce point de vue, nous pouvons dire que la revue de la littérature constitue un maillon essentiel dans le processus de recherche car elle permet au chercheur d'approfondir ses connaissances sur le sujet qu'il veut étudier. Ce travail s'appuie sur les expériences empiriques le vécu quotidien et/ou les études théoriques produites par ses prédécesseurs. Ces « savoirs » antérieurs permettent au chercheur non pas de traiter le thème en utilisant les mêmes approches mais de l'aborder dans une perspective nouvelle. Notons ici que l'éducation est un champ très vaste qui intéresse de nombreux spécialistes : les pédagogues, les psychologues, les sociologues, etc.

Les productions sur l'éducation tournent en général autour de deux aspects : l'offre et la demande. Ces deux dimensions sont étudiées soit dans une approche économique soit dans une démarche sociologique. Dans la gamme de travaux disponibles, nous avons porté notre choix sur les études réalisées dans la Communauté rurale de Niakhar qui est située dans la région de Fatick. Ces études nous ont permis de nous familiariser avec l'approche économique de la question de la scolarisation. Certains travaux s'intéressent à l'offre scolaire tout court, alors que d'autres études traitent de la demande scolaire et de son volet économique.

Parmi les travaux sur Niakhar, nous pouvons citer celui d'Aurélié BUHR (2006), intitulé "l'Étude rétrospective de la scolarisation à Niakhar de 1995 à 2000". Pour analyser l'évolution de l'offre scolaire dans cette localité du Sénégal, elle a choisi trois dates qui constituent des repères : 1995, qui représente l'après Beijing, 2001 qui marque la troisième année de l'initiative du PDEF et, enfin, l'année 2006 le contexte de l'étude.

Atsuvi Komi Kouma GAMLI et Raoul Arman ATINHOUNNON (2002), s'inscrivent dans un autre registre : celui de la demande d'éducation dont ils distinguent ainsi, deux approches : une analyse économique qui est fondée sur la théorie du capital humain qui se définit comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc. » (GLEIZES, 2000). L'éducation est alors un choix individuel, un investissement personnel qui s'évalue par coût d'opportunités.

Dans une approche sociologique, la demande d'éducation appelée aussi « demande scolaire » ou « demande d'enseignement » s'inscrit dans un contexte et est déterminée historiquement et, n'a donc pas un caractère universel. Autrement dit, c'est la réalité du milieu et le contexte situationnel qui déterminent la demande scolaire d'un pays donné. Par exemple, la demande telle qu'elle se présente au Sénégal est sans doute différente de la manière dont elle se profile dans les autres pays africains parce que les réalités socioculturelles, économiques et politiques sont différentes dans une certaine mesure.

Dans leur analyse, les auteurs tentent de déceler les facteurs qui déterminent l'inscription et le parcours scolaire des enfants c'est-à-dire ce qui influe sur la demande de scolarisation. Ces facteurs sont :

- l'offre de scolarisation qui constitue un élément non négligeable dans la décision des parents d'amener ou non leurs enfants à l'école ;
- le niveau de vie des ménages : c'est un indicateur clé dans la prise de décision car une famille à faible revenu économique tend plus à orienter ses enfants vers les petits métiers rémunérateurs pour améliorer son niveau de vie que de l'inscrire à l'école et devoir prendre en charge ses frais d'étude. En effet, les enfants constituent une main d'œuvre non négligeable pour les tâches productives.

Ali HAROUNA et Monir MOUHIDINE (2004) ont analysé, de manière plus spécifique, la question de la scolarisation des enfants dans la zone de Niakhar. Comme les deux auteurs cités plus haut, c'est la demande scolaire qui les intéresse mais ils se focalisent sur le niveau de vie des ménages qui constitue leur principale unité d'analyse. Ils établissent une corrélation entre niveau de vie d'un ménage et son comportement en matière de scolarisation des enfants. Il en résulte que l'activité agricole et l'insuffisance des ressources ont un impact négatif sur la scolarisation des enfants notamment celle des filles lorsque celles-ci sont dans un ménage avec des enfants à bas âge, car la garde des plus jeunes leur est confiée d'office. De plus, les jeunes filles constituent une main d'œuvre assez importante que les parents n'hésitent pas, parfois, à exploiter pour le besoin du ménage. A ce propos, Boubacar NIANE et Danielle LAGARDERE (1995 : 82) soulignaient dans une étude commanditée par la Direction de la Planification et de la Réforme (DPRE) du Ministère de l'Éducation qu' :

En effet, il a été constaté que la logique de l'immédiateté du profit à court terme occulte chez les parents la rentabilité que peut représenter, dans un long terme l'investissement scolaire en faveur des filles. Les parents, ceux de conditions modestes en particulier, face aux difficultés financières auxquelles ils sont confrontés, n'hésitent pas à sacrifier les études de leurs filles, car ces dernières de par leur force de travail qu'elles représentent, sont à leurs yeux des sources de revenus appréciables (NIANE et LAGARDERE, 1995 : 82).

Tous les auteurs qui ont travaillé sur Niakhar ont privilégié l'approche économique de la question éducative. La conclusion que nous pouvons en tirer est que

le facteur économique (même si ce n'est pas le seul) est fort déterminant dans la demande d'éducation des enfants.

D'un point de vue microéconomique, la demande de scolarisation peut être définie comme «l'effectif d'enfants et l'effectif d'années d'étude désiré par les parents pour leurs enfants au regard des moyens dont ils disposent et de leurs préférences » (GAMLI et ATINHOUNNON, 2002 :18).

En effet, les parents choisissent d'inscrire ou non leurs enfants à l'école en fonction de leur niveau de vie. HAROUNA et MOUHIDINE conçoivent la demande comme : « le produit d'un ensemble de facteurs (scolaires, économiques, sociaux, démographiques, religieux et culturels) qui est largement pris en compte par les individus dans leur pratique de scolarisation et que ces facteurs conditionnent la mise à l'école » (HAROUNA, MOUHIDINE 2004 :15).

Dans la même perspective que les auteurs ci-dessus mentionnés, Marc PILON et Yacouba YARO (2001), dans un ouvrage collectif<sup>5</sup> font un plaidoyer pour une meilleure prise en compte de la demande d'éducation, au même titre que l'offre d'éducation, tant dans les recherches en éducation, que dans les initiatives de développement du système scolaire. Ils partent du constat que la plupart des études portent sur l'offre d'éducation et plus particulièrement sur les politiques éducatives, les infrastructures scolaires, etc. Dans cette approche, ils mettent l'accent sur le rapport entre la fréquentation scolaire et le sexe du parent et montrent comment la variable sexe du parent influe sur la scolarisation des enfants notamment celle des filles. Ainsi, du point de vue de ces auteurs et par rapport à leur contexte d'étude, les enfants ont plus de chance de fréquenter l'école si la mère a fait des études et surtout si leur instruction est de son ressort. C'est à peu près la même orientation qu'adopte Abdou Karim NDOYE. Il constate que le niveau de scolarisation des parents, notamment celui de la mère influe beaucoup sur la réussite scolaire des jeunes filles de par le suivi et l'encadrement pédagogiques reçus à la maison<sup>6</sup>. Cela traduit que l'environnement familial est le

---

<sup>5</sup> PILON Marc et YARO Yacouba (sous la dir.) 2001, *La demande d'éducation en Afrique. État des connaissances et perspectives de recherche* Dakar, UEPA/UAPS.

<sup>6</sup> NDOYE Abdou Karim, 2006, « Engagement des mères et réussite scolaire des filles au Sénégal, in pp131-186, in *Sociétés en devenir mélanges offerts à Boubacar LY*, Annales de la FLSH, PUD, Dakar

premier facteur déterminant dans l'éducation scolaire des enfants en général et de la fille en particulier.

Outre cet indicateur, d'autres facteurs peuvent être corrélés à la fréquentation scolaire des filles. Il s'agit de la religion, de l'origine socioprofessionnelle des parents, etc. Ce sont, ces déterminants que Marie-France LANGE (1998) analyse, dans *L'école et les filles en Afrique : scolarisation sous conditions*. Cet ouvrage collectif analyse, comme l'annonce le titre, les conditions de la mise à l'école des filles, les réalités de leur scolarité et les transformations sociales qu'engendre le processus de scolarisation des filles. Les différents auteurs semblent s'accorder sur le fait que la scolarisation des filles dépend de celle des garçons. C'est-à-dire qu'elle est conditionnée par celle de leurs frères. Ce constat général est le résultat d'analyses conduites en Afrique où l'instruction des filles est souvent conditionnée par des facteurs sociaux, culturels ou économiques ou les trois à la fois. En effet, la position de dépendance de la frange féminine issue des logiques inégalitaires entre les hommes et les femmes et leur contribution à l'économie du ménage qui peut être réduite si la fille est envoyée à l'école, sont autant de facteurs bloquants de leur éducation. C'est la raison pour laquelle LANGE est d'accord avec PROTEAU qui soutient que « les scolarités féminines sont d'autant plus incertaines qu'elles sont, plus que celles des garçons, dépendantes des fluctuations du capital économique des familles. » (PROTEAU 1998 :48).

Toujours dans l'analyse de la question éducative en fonction de l'environnement familial, Souleymane GOMIS (2003), dans *La relation famille école au Sénégal, le travail scolaire des enfants à Dakar*, examine l'interrelation entre la famille et l'école au Sénégal. Ce qui l'intéresse particulièrement dans cette étude, c'est de comprendre les types de relation qui existent entre ces deux instances de socialisation et si ces derniers se font dans une dynamique de reproduction ou s'il y a d'autres logiques qui sont mises en œuvre. L'enfant occupe une place centrale dans ce contexte puisqu'il est au cœur de la relation. Il constitue le maillon qui lie l'école et la famille. L'auteur montre par ailleurs en quoi cette relation peut avoir des répercussions (positives ou négatives) sur la scolarisation des enfants. Dans cette interrelation il n'établit pas une distinction fondée sur le sexe de l'enfant. Toutefois il reconnaît que « même si les chances d'accéder à un niveau donné sont un peu moins inégales, les parcours scolaires demeurent fortement contrastés » (GOMIS 2003 :25).

En ce qui concerne les facteurs culturels, l'école est perçue, notamment en milieu rural, comme la confrontation de deux contextes culturels. A ce propos, Marie France LANGE partage encore avec MARTIN l'idée que «l'école détourne les enfants (du monde rural) en ne les préparant qu'à un mode de vie urbain... » (LANGE, 1998:569). C'est ce qui explique les fortes résistances à la scolarisation des filles en milieu rural. Les différents auteurs n'ont pas manqué, dans leur conclusion, d'interroger les politiques adoptées en faveur de la scolarisation des filles ainsi que leur efficacité. Ils dressent en quelque sorte, des pistes destinées à mieux orienter les politiques éducatives.

Nous avons également noté, dans les travaux scientifiques sur l'éducation, que certaines se sont intéressées spécifiquement aux déperditions de l'effectif scolaire et ce qui peut en être leur cause. On entend par déperditions la «sortie prématurée d'une partie des effectifs scolaires engagés dans un cycle ou dans un programme d'études » (UNESCO, 1961 :87).

Dans *La scolarité des filles* de Isabelle DEBLE, le vocable déperdition « résulte de la combinaison de deux facteurs : les 'abandons', qui se produisent lorsque les élèves interrompent leurs études avant la fin d'un cycle scolaire et les redoublements de classe » (DEBLE 1980). Ainsi le mot déperdition renferme deux éléments : les redoublements, et les abandons. En s'intéressant aux formes et causes générales de la déperdition des effectifs scolaires surtout féminin DEBLE, a ouvert la voie de l'analyse de la problématique de l'instruction des filles. Pour elle, le phénomène de déperditions scolaires trouve son explication dans la structure familiale qui détermine la mise à l'école des filles.

Notons que l'école, n'est pas en reste car elle reproduit à travers les manuels, les stéréotypes sexistes du vécu social. Cela constitue un motif de découragement des filles. L'auteur a cependant tenu à mentionner que les résultats de son étude sont à considérer avec beaucoup de prudence dans la mesure où ils comportent beaucoup de généralités et d'affirmations intuitives provenant des enquêtés. De plus, les statistiques posent quelques problèmes de fiabilité du fait que certaines informations ont été livrées par l'intermédiaire des pays ciblés par la recherche. Signalons que le document est une étude internationale comparative commanditée par l'UNESCO.

Fernande MARTINASSO développe le registre des déterminants scolaires dans son étude intitulée "Les filles à l'école sénégalaise : l'égalité des chances à l'inégalité sociale, l'école en question". Elle s'interroge sur l'existence d'une réelle égalité des chances qu'offre l'école aux filles. En effet, comme les auteurs précédents, elle affirme que les déterminants qui agissent sur la scolarisation des filles sont à la fois internes et externes, elle se propose alors de chercher les causes inhérentes au système scolaire notamment en ce qui concerne le fonctionnement de l'école. L'intérêt de cette étude réside dans le repérage de certaines attitudes et comportements pédagogiques de nature à décourager l'aspiration des filles dans la recherche de connaissances (MARTINASSO, 1997). C'est d'ailleurs pour cette raison que la formation pédagogique et la sensibilisation sur les questions de genre sont intégrées dans les stratégies de promotion de l'éducation des filles.

Fatou NDIAYE (2004) dans son mémoire de Maîtrise, s'intéresse à l'échec scolaire dans la région de Thiès. Elle cherche, dans un contexte local leurs causes liées à l'environnement familial. En effet, l'auteur considère que l'école, dans la distribution des connaissances, ne fait pas de discernement entre les élèves quel que soit le milieu d'origine. Autrement dit, l'école dispense un enseignement démocratique sans distinction d'aucune nature entre les élèves. Puisque l'école, dans son mode de fonctionnement ne prend pas compte les inégalités, elle en conclut que les différences de performances entre les élèves sont à rechercher dans le milieu familial et particulièrement dans leurs différences de niveau de vie. En effet, étant donné que les parents peinent à trouver des ressources pour nourrir leur famille et à faire face aux besoins urgents sans compter le fait que souvent le revenu est largement inférieur à la taille de la famille les questions scolaires sont nécessairement reléguées au second plan.

Il en résulte que plus les familles sont confrontées à des difficultés économiques moins les enfants issus de ces milieux ont de chance de suivre une éducation normale et d'être performants. En effet, le temps qu'ils devaient consacrer aux études ils l'utilisent, à priori, pour exercer un petit métier rémunérateur, afin d'aider leurs parents. A la différence de l'auteur qui la précède, elle ne tient pas compte de la catégorie sexuelle dans cet échec.

Madior SENE (2002), a dans la région de Dakar étudié le même sujet en se focalisant sur les filles. En effet, il procède à un diagnostic du secteur de l'Enseignement moyen secondaire général avant de déterminer les principales causes de disparités liées au maintien et aux performances des filles dans ce cycle. En allant plus loin que Fatou NDIAYE qui s'est limitée aux facteurs familiaux, il a trouvé d'autres facteurs inhérents au système éducatif (coûts de l'enseignement par exemple) qui sont non négligeables dans l'analyse du phénomène de déperdition.

C'est à cette même problématique de déperdition que se sont intéressés Adama MBAYE (2003) et Zeinabou KANE (2002) qui, elle, a travaillé en Mauritanie. Selon KANE, même si les déterminants socioéconomiques sont plus apparents, il reste que « la sous scolarisation des filles réside dans la faible valorisation de l'instruction scolaire des filles, et dans la fragilité de la motivation des jeunes filles à poursuivre leur scolarité » (KANE, 2002 :63). Elle indique ainsi la solution pour remédier aux problèmes de l'éducation des filles se trouve à la base. En réalité, augmenter l'offre scolaire ne suffit pas à résoudre le phénomène de la faible scolarisation féminine car, la décision de mise à l'école est aussi déterminante que l'offre d'éducation. En effet, la demande d'instruction relève des parents qui décident sur la base du coût d'opportunités avant de choisir d'inscrire leurs enfants à l'école. C'est la raison pour laquelle Abdoulaye DIAGNE (2007), dans sa série de recherches sur l'éducation au Sénégal, suggère de prendre en compte des facteurs sous jacents en matière de demande d'enseignement : les déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal, le modèle hiérarchique multinational des abandons et la modélisation des déterminants des décisions de scolarisation des ménages sénégalais.

Dans l'analyse des facteurs qui influent sur les apprentissages des élèves au niveau du primaire, il argumente que si l'on veut lever les obstacles qui empêchent les

parents à scolariser leurs enfants garçons et filles il est essentiel de déterminer les facteurs qui influent sur leur décision en matière de demande d'éducation. Ces décisions qui sont de quatre ordres conditionnent, du point de vue de DIAGNE, la mise à l'école des enfants ; le choix de scolariser ou non chacun des enfants, le type d'école public ou privé que fréquenteront les enfants à scolariser, la décision de choisir un enseignement laïc ou confessionnel au cas où les parents optent pour une école privée et l'attitude des parents vis-à-vis de la poursuite de l'éducation. Pour cela, l'auteur utilise un modèle de croissance à trois niveaux : les scores aux tests, l'élève et son ménage, l'école et la communauté dans laquelle elle est implantée. Les trois modèles utilisés lui ont permis d'analyser le niveau et la croissance des acquisitions scolaires des élèves en français et en mathématiques dans l'éducation primaire au Sénégal. En somme c'est à ce niveau que naissent les prémices d'abandons scolaires. C'est la raison pour laquelle l'auteur s'interroge dans le deuxième numéro de sa série de publication sur les facteurs sous-jacents au phénomène des abandons dans l'élémentaire, car estime-t-il, toute mesure qui ne prend pas en compte cet aspect manquerait d'efficacité. Ainsi, avec le calcul de l'intervalle de la probabilité d'abandon, DIAGNE aboutit à la conclusion que l'exercice d'une activité professionnelle, les effectifs pléthoriques des classes constituent des facteurs à risque ou de décrochage qui touchent plus les filles que les garçons.

Cette revue de littérature aurait pu être améliorée par la consultation de travaux<sup>7</sup> qui, hélas, ne sont pas tous à notre portée. Toutefois, ceux que nous avons consultés nous ont permis d'identifier les principales thématiques développées sur l'éducation en général et celle des filles en particulier. Nous avons privilégié les approches économiques et sociologiques car ce sont ces deux dimensions qui nous intéressent dans notre recherche.

---

<sup>7</sup> Natasha KOSINZKI, Pierre GOMIS (1999) Marie DURRU-BELLAT

## I-2 PROBLEMATIQUE

Aujourd'hui, la question du développement est étroitement liée à celle de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle constitue même une condition *sine qua non* pour atteindre cet idéal. En effet, les planificateurs en développement, après l'échec de plusieurs programmes n'ayant pas pris en compte la participation de la frange féminine, ont compris que l'évolution des sociétés ne peut être effective sans l'intervention des femmes. C'est dans cette perspective que Florence PINTON disait : « tant que les femmes ne seront pas considérées comme faisant partie, au même titre que les hommes, de l'ensemble des processus de changements, les programmes de développement resteront en échec » (BISSILIAT, 1992 : 8). En effet, les hommes et les femmes sont deux ensembles qui se complètent mutuellement.

L'éducation semble être la voie par laquelle le défi d'égalité peut être atteint car elle est le fondement de toute société et l'un des meilleurs moyens pour parvenir à un développement durable. En effet, en tant qu'instruction, l'éducation est un processus par lequel, les êtres humains peuvent acquérir des connaissances théoriques et pratiques leur permettant de s'épanouir et de développer leur société. Ainsi, elle est un des principes fondamentaux de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Il en résulte que toute personne doit en bénéficier afin d'apporter sa pierre à l'édifice qu'est sa société. Elle fait aussi partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés par les Nations Unies et dont la tâche première est l'universalisation de l'éducation primaire.

La problématique de l'éducation, notamment celle des filles, s'est longtemps posée surtout dans les pays dits du Tiers Monde à cause d'une conception quasi universelle du statut et du rôle de la femme qui réduit celle-ci au cadre domestique. C'est le cas en Afrique où cette conception est fortement présente avec des traditions qui confinent la femme au foyer. D'ailleurs, l'analphabétisme touche une grande partie de la population en Afrique, il est de 40,9% au Sénégal<sup>8</sup> dont 31,7% pour les hommes et 49,7% pour les femmes, soit une différence de 18 points. Ce déficit de scolarisation est, pour une large part, lié à la paupérisation des ménages dont certains trouvent plus

---

<sup>8</sup> DIRECTION REGIONALE DE LA STATISTIQUE DE THIES, «Rapport du Comité régional de suivi des objectifs du Millénaire pour le Développement », Thiès, Mars 2008.

rentable d'utiliser les enfants comme une main d'œuvre plutôt que de les envoyer à l'école. Ainsi Atsuvi et Raoul font remarquer que «pour une famille dont la survie dépend du travail de ses enfants, la mise à l'école de ces derniers signifie une réduction du revenu familial» (GAMLI et ATINHOUNNON, 2002).

Le choix d'instruire ou non les enfants affecte plus les filles que les garçons. En fait, les filles sont, surtout, handicapées par les facteurs socioculturels. L'école qui est un héritage de la culture occidentale a été considérée, à un moment donné, comme le lieu où les enfants sont détournés de leur culture et de leurs valeurs. Les parents étaient donc réticents à y envoyer leur progéniture, surtout, les filles qui restaient dans la sphère domestique comme leurs mamans. Le rang de « deuxième sexe » où elles sont classées a, toujours, fait que dans le domaine scolaire - comme pratiquement dans tous les autres secteurs d'ailleurs - leur instruction est moins considérée que celle des garçons. Pour preuve dans notre culture, nos mamans avaient souvent l'habitude de dire que « l'instruction d'une fille est sans importance car, de toutes les manières, elle serait entretenue par son mari ou sa famille » ; ou encore « qu'une femme instruite est source de problèmes ». C'est ce qui fait dire à LANGE (1998), à l'instar de PROTEAU (1998) que même en milieu social égal il est plus probable pour un garçon d'être scolarisé que sa camarade fille (PROTEAU, 1998 :48). Ce qui signifie que les considérations socioculturelles pèsent lourdement sur les épaules du sexe féminin.

Le choix d'instruire ou non les enfants affecte plus les filles que les garçons. En fait, les filles sont, surtout, handicapées par les facteurs socioculturels. L'école qui un héritage de la culture occidentale a été considérée, à un moment donné, comme le lieu où les enfants sont détournés de leur culture et de leurs valeurs. Les parents étaient donc réticents à y envoyer leur progéniture, surtout, les filles qui restaient dans la sphère domestique comme leurs mamans. Le terme de « deuxième sexe » où elles sont classées a, toujours, fait que dans le domaine scolaire - comme pratiquement dans tous les autres secteurs d'ailleurs - leur instruction est moins considérée que celle des garçons. Pour preuve dans notre culture, nos mamans avaient souvent l'habitude de dire que « l'instruction d'une fille est sans importance car, de toutes les manières, elle serait entretenue par son mari ou sa famille » ; ou encore « qu'une femme instruite est source de problèmes ». C'est ce qui fait dire à LANGE (1998), à l'instar de PROTEAU (1998) que même en milieu social égal il est plus probable pour un garçon d'être scolarisé que

sa camarade fille (PROTEAU, 1998 :48). Ce qui signifie que les considérations socioculturelles pèsent lourdement sur les épaules du sexe féminin.

En plus de ces facteurs, les déterminants économiques influent beaucoup sur l'instruction des filles : les frais liés à l'envoi, à l'habillement des filles, etc. sont autant de dépenses supplémentaires pour les familles. Ainsi, à la place de l'école, celles-ci ont tendance à être envoyées à la recherche d'un emploi pour augmenter les revenus du ménage. C'est ce qui explique d'ailleurs le nombre important de jeunes filles domestiques dans les centres urbains. Il en résulte une augmentation de la jeunesse féminine privée d'éducation, ignorante des enjeux de développement et de plus en plus dépendante. Pourtant, l'on ne cesse de démontrer à l'instar de Georges HARDY, l'impact de l'instruction des filles sur le bien être familial et de la société. Celui-ci fit remarquer, dès 1913, dans le *Bulletin de l'enseignement de l'AOF*, qu' « un enfant de plus à l'école est une unité gagnée mais une fille, c'est une unité multipliée par le nombre d'enfants qu'elle aura » (DIOP, 1998 : 25). C'est pourquoi l'éducation des filles tient une place de choix dans les défis fixés par les gouvernants. C'est ce qui explique d'ailleurs, la tenue d'une Conférence Mondiale en 1990, en Thaïlande, où les participants ont réaffirmé, dans la Déclaration dite de Jomtien, le Droit à l'Education pour Tous (EPT). Dans la même perspective, les Etats membres de l'Organisation des Nations-Unies se sont engagés dans ladite Déclaration à «assurer l'éducation primaire pour tous c'est-à-dire de donner à tous les enfants garçons et filles les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires » (ONU, 2005 :10).

Par ailleurs, la Déclaration vise un troisième objectif : «promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en éliminant les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et l'enseignement en 2015, au plus tard » (ONU, 2005 : 14). Toutefois, des écarts semblent subsister encore entre les garçons et les filles dans ce domaine. En attestent les données du Rapport mondial de suivi sur l'Education pour Tous (EPT). Le rapport indique que les pays ont réalisés des progrès significatifs allant dans le sens de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire mais il existe des disparités surtout en Afrique.

Selon le rapport de la Déclaration de BEIJING :

Plus de cinq années après l'adoption, par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous et du cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, quelques cent millions (100) d'enfants, dont au moins soixante (60) millions de filles, n'ont pas accès à l'enseignement primaire... (UNESCO, 2000 : 54).

La réussite de ce pari reste encore incertaine car, les disparités en matière d'éducation évoluent d'un contexte géographique à un autre ou d'une culture à une autre. Au Sénégal, les autorités étatiques accordent une importance particulière à l'éducation puisqu'une part importante du budget national est investie dans ce secteur<sup>9</sup>.

L'éducation constitue une priorité dans l'agenda des gouvernants. Elle a donné lieu à de nombreux programmes et réformes mis en œuvre pour développer la qualité du système éducatif. Pourtant, l'enseignement continue à connaître des difficultés notamment avec les inégalités d'effectifs scolaires entre les garçons et les filles. Le phénomène de la sous scolarisation des filles constitue actuellement l'un des problèmes majeurs dans l'éducation. C'est la raison pour laquelle, le Gouvernement, dans ses politiques éducatives avait adopté un plan de développement d'éducation et de formation dont les travaux ont abouti au Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) de 1998. L'un des objectifs majeurs de ce plan était de généraliser l'enseignement primaire sur toute l'étendue du pays. Le FAWE (Forum des Educatrices africaines) n'est pas en reste dans la promotion de l'éducation des filles eu égard aux nombreux actes qu'il a posé telle la création de Clubs de l'excellence.

Les actions sont destinés à renforcer la scolarisation féminine ont produit des résultats. En effet, le Taux Brut de Scolarisation c'est-à-dire la proportion des élèves d'un cycle donné par rapport à l'effectif d'enfants en âge d'être scolarisés dans cycle, est de 68,3% au niveau national avec (73,5% et 58,1% respectivement pour les garçons et les filles en 2000). Le TBS est passé de 82,5% au niveau national (avec 84,4% pour les garçons et 80,6% pour les filles) en 2005 (ANSD 2005). Mais la forte demande en éducation et la massification des effectifs rendent-elles pour autant l'éducation démocratique ? Des poches de résistances subsistent encore ce qui fait dire à DIALLO

---

<sup>9</sup> Dans le rapport national sur la situation de l'éducation de 2007 publié par la DPRE, il est dit que 40% du budget de fonctionnement est investi dans l'éducation et la formation. Ce chiffre est néanmoins discuté.

Mamadou dans son article du 07 Mars 2008<sup>10</sup> « que la politique pour une instruction égale entre garçons et filles n'est pas encore réussie » (DIALLO, 2008). Rappelons que lors du Forum de Dakar d'avril 2000, la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire était fixée pour 2005. Trois ans après même si les disparités ne sont pas aussi importantes qu'avant, elles existent toujours entre les catégories masculine et féminine. En effet, depuis la campagne de sensibilisation pour la promotion de l'éducation féminine, on note que les effectifs féminins qui augmentent chaque rentrée. Cependant, la problématique de la scolarisation des filles ne se résume pas seulement à l'accès à l'école car même si les taux de fréquentation croissent, les filles peinent souvent à se maintenir et à terminer leur cycle: « Les hommes et les femmes n'ont pas toujours les mêmes chances d'accéder et de se maintenir dans les structures éducationnelle, qu'elles soient religieuses, artisanales, scolaires ou professionnelles » révèle une étude du PNUD (PNUD, 1999 :60)<sup>11</sup>. Celle-ci indique également que « les statistiques sur la scolarisation font apparaître un profond déséquilibre entre les sexes, au détriment des filles... » (PNUD, 1999 : viii). Pourtant, l'article de la Constitution sénégalaise ainsi que la loi n° 9122 du 30 janvier 1991 dite loi d'orientation de l'Éducation stipulent que :

L'Education Nationale est démocratique : elle donne à tous des chances légales de réussite. Elle s'inspire du droit reconnu à tout être humain de recevoir l'instruction et la formation correspondant à ses aptitudes, sans discrimination de sexe, d'origine sociale, de race, d'ethnie, de religion ou de nationalité<sup>12</sup>.

Par ailleurs, il est établi que l'éducation est un préalable à la participation de la femme au développement car c'est l'instruction qui permet d'acquérir un savoir et un savoir-faire pour aspirer au développement. De même, dans une perspective religieuse<sup>13</sup>, « il est dit qu'éduquer un homme c'est éduquer une personne alors

---

<sup>10</sup> Cet article a été consulté par Internet dans le quotidien *Le Soleil* du vendredi 7 Mars 2008, veille de la célébration de la journée Internationale de la Femme où l'auteur faisait une analyse d'une des dimensions de la lutte pour la promotion des femmes.

<sup>11</sup> : Cette étude, première du genre, a été réalisée pour obtenir des données statistiques qui mettront en relief la situation des femmes sénégalaises dans tous les domaines d'activité.

<sup>12</sup> : MEN (Ministère de l'Éducation Nationale), Loi n° 91-22 du 30 janvier 1991 d'orientation de l'Éducation nationale, p2.

<sup>13</sup> Cet adage est rapporté par un poète Chawkhi qui, dans un de ses poèmes relatifs à l'éducation des femmes voulait montrer qu'en les socialisant il faut les préparer en terme de connaissances, de savoir-faire car elles sont porteuses de valeurs. En les préparant ainsi, on prépare toute une société, toute une Nation.

qu'éduquer une femme c'est éduquer une nation ». L'éducation alors est une chose essentielle dans la vie d'une femme car « la fille d'aujourd'hui sera la mère, l'épouse, la productrice et la citoyenne de demain ». Cela montre que celle-ci en tant que partenaire, joue un rôle indispensable dans le processus de développement. Les propos de Mamadou SIDIBE, ancien ministre du Plan et du Développement durable, viennent conforter cette thèse lorsqu'il dit que « la femme est le vecteur le plus dynamique du développement ».

Parmi les politiques de promotion de la scolarisation des filles, la dernière en date est le lancement du programme Scofi (scolarisation des filles). Ce projet est l'aboutissement du Forum de Lancement de la Campagne nationale de Scolarisation des filles tenue en 1995 à Fatick. C'est à la suite de cette rencontre qu'est né le Comité national des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (CNEPSCOFI). Cette structure développe chaque année d'importantes stratégies de sensibilisation grâce à la mise en réseau de toutes les compétences locales pour un recrutement massif de filles durant la période des inscriptions à l'école mais également des activités de suivi social et d'encadrement pédagogique (cours de renforcement) à l'endroit des filles scolarisées pour diminuer les taux d'abandons et d'échec. Pour plus d'efficacité le CNEPSCOFI travaille dans certaines zones géographiques où le phénomène de la sous scolarisation des filles est encore présent. C'est ainsi qu'en 1995, un démembrement du comité est créé dans le département de Thiès. Avec un Taux Brut de Scolarisation (TBS) de 86,40 %, cette région se situe au dessus du niveau national dont le TBS est de 82,5% <sup>14</sup>(Direction régionale de la statistique de Thiès, 2008 : 17). De plus, ce taux connaît une évolution croissante depuis 2000 grâce aux politiques de promotion de l'éducation des filles. Toutefois la croissance des statistiques dans l'éducation est inégalement répartie aussi bien entre les zones qui composent la ville de Thiès qu'entre les genres.

---

<sup>14</sup> L'objectif de ce rapport est de faire l'état des lieux des différents objectifs visés lors de la Déclaration du Millénaire au niveau local de 2000 à 2006. Le document final a été publié en 2008.

Dans le quartier de Darou Salam où nous voulons réaliser notre étude, la problématique de la scolarisation des filles est toujours d'actualité<sup>15</sup>. En effet, le quartier compte un potentiel de filles scolarisables qui a été laissé en rade à cause d'une forte croissance démographique liée à l'extension du quartier, à l'analphabétisme des parents et aux difficultés économiques. De plus, le quartier, en dépit de sa forte population scolarisable, ne disposait que d'une structure éducative qui ne pouvait pas absorber cette pléthore d'effectifs. Par ailleurs, notre enquête préliminaire nous a révélé un retard de fréquentation scolaire surtout chez les filles.

Le comité local s'est alors mobilisé et est arrivé à ouvrir deux abris provisoires (des classes en paille) et a recruté en 2001-2002, quatre vingt-cinq (85) élèves dont 47% de filles et quatre vingt-neuf (89) élèves en 2002-2003<sup>16</sup>. Toujours est-il que, à Darou Salam même si les filles sont massivement inscrites, elles ont des difficultés à terminer leur cycle élémentaire. En effet il figure sur la liste rouge du comité et en dépit des interventions du comité, la fiche de recrutement de l'établissement élémentaire enregistre un taux d'abandon de 12,6% pour les filles et de 6,8% pour les garçons<sup>17</sup>. Si la scolarisation féminine est reconnue comme un levier important de développement, alors pourquoi certaines filles rencontrent encore des difficultés à poursuivre leurs études ?. Dans la revue bibliographique, il s'avère que les facteurs qui influent sur la scolarité des filles sont à la fois internes et externes. Notre étude s'intéresse davantage aux facteurs familiaux, qui sont prépondérants dans la décision des parents de mettre leurs enfants à l'école.

---

<sup>15</sup> Lors de notre pré enquête auprès des personnes ressources, Mme A. Koné, la Présidente du comité Scofi/ Thiès nous a confié que de tous les quartiers de la Commune, c'est Darou Salam qui rencontre plus de problèmes en matière de scolarisation des filles

<sup>16</sup> Ces données sont recueillies auprès du comité Scofi/ Thiès dans leur rapport évaluatif produit lors de la visite de la délégation espagnole accréditée par l'Unicef en 2003.

<sup>17</sup> Le directeur de l'établissement scolaire fait chaque année le bilan de la situation scolaire pour rendre compte au comité. Cette fiche de recrutement permet d'enregistrer les départs, les admis etc. .

### **I-3 QUESTION DE RECHERCHE**

Cette recherche ambitionne de répondre à une question majeure :

- Quels sont les facteurs socioculturels, économiques, qui affectent le maintien des jeunes filles à l'école primaire dans le quartier Thiéssois de Darou Salam ?

### **I-4 PERTINENCE DE L'ETUDE**

Le choix d'une telle étude est né d'une participation à un séminaire tenu à l'Ecole des Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes (EBAD) en 2005, sur *La société de l'information et les OMD*.

Au terme de la familiarisation avec les engagements pris par les Nations-Unies, nous nous sommes demandé pourquoi ne pas nous intéresser aux disparités de genre dans l'éducation puisque ces dernières figurent parmi les objectifs fixés. Notre choix est également motivé par le souvenir de cette phrase que nos mères et grand-mères avaient l'habitude de nous répéter : «une bonne fille doit rester auprès de sa mère et l'aider dans les travaux ménagers jusqu'à ce qu'un homme vienne lui demander sa main » comme si la seule valeur d'une fille ne se mesure qu'à sa capacité à gérer un foyer. De plus, nous avons constaté que l'éducation des filles est une problématique qui menée s'inscrit dans l'actualité de ce millénaire. En effet, une forte sensibilisation est faite dans ce sens à travers des spots publicitaires, de journées et séminaires de réflexion.

De même, l'instruction des filles constitue une arme efficace pour lutter contre les grossesses précoces et multiples, la mortalité maternelle et infantile car le milieu scolaire est plus favorable à la sensibilisation sur les questions relatives à la santé de la reproduction (OMD, rapport 2005 :10). L'éducation des filles est, aussi, une stratégie pour éliminer les inégalités de genre car avec elle, la frange féminine pourrait connaître et faire valoir ses droits. De plus cela leur permet d'aspirer à des positions plus importantes dans l'organisation de la société.

Enfin, cette étude s'inscrit dans une dynamique de contribution à l'effort de recherche et dans le combat pour la promotion du genre féminin. Nous avons choisi

Thiès pour des raisons de faisabilité et aussi parce que, à notre connaissance, aucune recherche sur la scolarité des filles n'a été réalisée dans cette ville. Ainsi, notre recherche se veut une contribution à la construction de cette "école ouverte à tous", l'"école amie des enfants, amie des filles" chère aux planificateurs du développement durable.

## **I-5 OBJECTIFS**

Le Sénégal s'est investi dans la scolarisation des filles pour répondre aux défis de ce millénaire car celle-ci constitue un préalable à la participation des femmes à la construction de leur pays. Au delà de l'accès, le maintien des filles à l'école constitue encore une préoccupation majeure qui seul peut éliminer les disparités liées au sexe.

### **I-5-1 OBJECTIF GENERAL**

L'objectif général de cette étude est d'appréhender les facteurs susceptibles d'affecter le maintien des jeunes filles de Darou Salam à l'école élémentaire.

### **I-5-2 OBJECTIFS SPECIFIQUES**

Nos objectifs spécifiques consistent à :

- ❖ Décliner le profil de celles qui sont toujours à l'école et celles qui ont abandonné ;
- ❖ Décrire et analyser le milieu dans lequel elles évoluent et les conditions dans lesquelles elles étudient ;
- ❖ comprendre comment les statuts social et économique de leurs parents déterminent leur chance de maintien à l'école.

Pour mieux asseoir l'analyse de notre objet d'étude, nous allons construire le cadre opératoire, qui est une passerelle entre la réflexion théorique et le travail de terrain (MACE, 1988 : 46). Ainsi, nous allons emprunter les théories qui nous permettent de

mieux expliquer le problème de la scolarisation des filles notamment en ce qui concerne leur maintien jusqu'au terme du cycle élémentaire.

## **I-6 CONSTRUCTION DU CADRE D'ANALYSE**

Cette section fait le tour d'horizons des concepts et modèles théoriques utilisés dans les études relatives à notre problème de recherche. Elle comprend, dans un premier temps, l'analyse des concepts liés à l'étude et, en second lieu les paradigmes théoriques qui s'appliquent à l'étude et sur lesquels nous nous appuyerons pour analyser les données recueillies sur le terrain.

### **I-6-1 CADRE CONCEPTUEL**

Selon MACE, «Le cadre conceptuel représente l'arrangement des concepts et des sous concepts construit au moment de la formulation du problème pour asseoir théoriquement l'analyse ultérieure de l'objet d'étude» (MACE, 1989 :45). Dans cette étude sur les difficultés de poursuite de la scolarisation des filles de Darou Salam, le concept de reproduction sociale s'impose car dans l'explication des termes, nous avons montré que l'école, en tant que seconde instance de socialisation, est le prolongement de l'éducation familiale. C'est dans ce sens qu'elle reproduit et perpétue les mêmes schèmes de pensées et les mêmes valeurs.

Le terme de reproduction est emprunté à la biologie et signifie l'ensemble des processus par lesquels une espèce se perpétue en suscitant de nouveaux individus (Le Robert, 1996). Autrement dit c'est l'action de reproduire par imitation, par répétition.

Dans le registre sociologique, la reproduction sociale est un ensemble de mécanismes à travers lesquels les individus cherchent à maintenir leur position sociale dans les structures (DURAND et WEIL : 156). Il existe de nombreuses interprétations sur le caractère reproductif de l'école. D'un coté, nous avons les théoriques critiques de la reproduction et d'un autre côté, les théories consensuelles.

Dans une approche marxiste, l'école en tant que "Appareil idéologique d'Etat" au sens de Althusser, occulte la domination, l'exploitation de la bourgeoisie sur le prolétariat, en inculquant une "idéologie bourgeoise". Elle occupe dans ce sens une position d'étouffoir et contribue à la survie du capitalisme en faisant en sorte de maintenir les antagonismes entre les classes. Elle entretient également les rapports entre dominants et dominés.

Dans *L'école capitaliste en France* (1971), Ch. BAUDELLOT et R. ESTABLET dénoncent la division du système scolaire en deux réseaux distincts correspondants aux deux classes antagonistes de la société capitaliste. D'un côté, c'est le réseau primaire/professionnel qui forme les ouvriers et les employés d'un autre le réseau secondaire/supérieur qui forme les membres de la bourgeoisie. L'école, sous son apparente unité, dissimule les contradictions et perpétue ainsi le mode de reproduction capitaliste en mettant en œuvre deux publics scolaires distincts.

Par ailleurs, deux sociologues américains, S BOWLES et H. GINTINS (1976), critiquent l'idéologie méritocratique technocratique qui met en avant l'intelligence, la compétence et la rationalité comme facteurs déterminants de la réussite scolaire et sociale. L'école se dit à même de sélectionner les individus selon les critères rationnels (compétence, mérite) et met en exergue l'intelligence mesurée par des tests. Or, de nombreuses enquêtes américaines montrent que les capacités intellectuelles des individus ne suffisent pas à pour appréhender le cursus scolaire et la réussite professionnelle d'un individu, au moment où nombre de traits de caractère, non sans lien avec l'origine sociale, pèsent d'un poids décisif.

Dans le sillage des considérations wébériennes sur le phénomène bureaucratique, l'école se perçoit comme la sève nourricière de la bureaucratie en ce qu'elle offre au groupe dominant les compétences les plus prestigieuses et les plus rentables. Pour eux, l'école est le cadre d'un culte du diplôme et de la compétence. Dans les théories consensuelles, l'école joue un double rôle : elle unit en même temps qu'elle divise.

Durkheim est le chef de file de la théorie de l'école intégrative. Selon lui, la croissance de la population et le poids des rapports sociaux intensifient la division du

travail. Celle-ci répartit les tâches socialement et selon le genre. Cette assignation des femmes aux travaux domestiques les limite à la sphère privée qui ne leur offre pas beaucoup d'opportunités pour s'affirmer et contribuer pleinement au développement de la cité ; alors que les hommes occupent les positions de pouvoir et de puissance économique et sociale. Dans ce progrès du simple au complexe, l'école contribue à renforcer les différentes branches des activités sociales autour de valeurs centrales et, en même temps, prépare les individus au monde extérieur. En effet, si la famille est le lieu privilégié de la constitution de l'habitus primaire, l'école est le cadre où se joue l'efficacité de cet habitus dans la perpétuation des rapports sociaux autrement dit des rapports de domination. En d'autres mots, l'école intègre la réussite et le savoir : elle perpétue les mêmes valeurs, les mêmes pensées et les mêmes actions acquises lors de la socialisation primaire. Donc ce système, de « dispositions durables et transposables » qu'est l'habitus oriente la trajectoire de l'individu. C'est ainsi que les individus dotés des mêmes habitus, c'est-à-dire des mêmes schèmes de pensées et de comportements, partagent un même mode de vie.

BOURDIEU et PASSERON adoptent une position médiane : s'ils conservent du marxisme le caractère fondamental de la division de la société entre dominants et dominés, ils retiennent de Weber que le rapport de domination ne se borne pas à la sphère économique mais se joue, aussi, à travers une « violence symbolique ». Celle-ci se traduit à travers les idées, les valeurs et les goûts et amène les dominés à adhérer d'une façon inconsciente au principe même de leur domination. Dans les *Héritiers* (1964), ils récuse la culture de classe transmise qui « favorise les favorisés et défavorise les défavorisés » et proposent une analyse des inégalités sociales d'accès et de réussite à l'université et plus largement dans tous le système d'enseignement. A leurs yeux, ce sont, avant tout, des mécanismes de type culturel, et non des raisons économiques qui expliquent ces inégalités. A coté du « capital culturel » dont bénéficient les jeunes issus des milieux aisés (ouvrages, œuvres d'art, cinéma, voyage etc.) qui participent à un environnement propice aux apprentissages, c'est plus largement le legs culturel qui constitue le facteur le plus déterminant et le plus décisif en terme de réussite scolaire. Pour eux, une source d'inégalité, devant ce qu'exige l'école, provient de ces visions du monde différentes que les enfants acquièrent de leur environnement familial. Ainsi, de leur point de vue, même si l'école clame sa fonction d'instrument démocratique de la mobilité sociale, il reste qu'elle cautionne les distances à la culture scolaire et par la

même occasion les perpétue. Aussi, l'école contribue à la reproduction de l'ordre social, en affichant une indépendance et une neutralité en apparence alors qu'en réalité elle est un cadre où se transpose la structure de la distribution du capital culturel car les agents qui la composent sont les produits des structures donc reproducteurs de ces dernières. Dans un autre langage, l'école perpétue les différences issues du milieu familial dans la mesure où les acteurs qui la composent viennent d'horizons divers avec des inégalités en capital culturel, économique et scolaire. Or en traitant d'une manière égalitaire ces catégories, autrement dit en ne prenant pas en compte leur spécificité, elle perpétue les mêmes disparités.

C'est dans ce sens que nous considérons le concept de reproduction comme adapté à l'appréhension des obstacles qui affectent la poursuite scolaire des filles de Darou Salam.

## **I-6-2 MODELE D'ANALYSE**

Le choix du modèle d'analyse est conditionné par son opérationnalité dans l'explication d'une réalité sociale mais, également, par les objectifs définis par le chercheur. En effet, dans l'étude que nous nous proposons de faire sur la scolarisation des filles par la dimension du maintien, nous avons emprunté certains paradigmes qui serviront de modèle d'analyse. A travers la construction du modèle d'analyse, nous allons essayer de montrer que le maintien des filles à l'école repose sur un certain déterminisme social certes, mais, aussi, sur un certain nombre de paramètres pris en compte en matière de demande d'éducation. C'est la raison pour laquelle nous avons invoqué les approches théoriques de BOURDIEU et PASSERON sur l'inégalité des chances ainsi que celle de Raymond Boudon.

BOURDIEU et PASSERON sont les adeptes de la théorie sur les inégalités des chances dans le système scolaire. Ils montrent que les enfants issus de milieux socialement défavorisés ont moins de chances d'accéder à des études supérieures que ceux venant des couches favorisées. En quelque sorte, tous les enfants ne sont pas dotés des mêmes capitaux pour poursuivre tous types d'étude et ceci quelque soit le niveau. Les enfants des classes populaires sont faiblement pourvus d'un héritage économique et

culturel. L'école, à travers son action pédagogique qui est un instrument de la violence symbolique, représente les intérêts de la classe dominante. Cette apparente neutralité de l'école fait que les inégalités de trajectoires scolaires sont perçues comme reflétant des inégalités innées entre individus. De leur point de vue, la réussite scolaire incorpore des exigences implicites largement sociales et les élèves prêtés de doués sont souvent issus d'un milieu socioculturel élevé. Ainsi, ces derniers vont mettre en avantage les savoirs, savoir-être et savoir faire qu'ils ont hérité de leur origine familiale. Les élèves des milieux défavorisés, par contre, ont tout à apprendre et doivent passer par un long processus d'assimilation pour se hisser dans la société. De ce fait, l'école en traitant de manière égale des individus inégaux participe implicitement à la perpétuation des inégalités.

Raymond BOUDON évoque une autre interprétation des inégalités scolaires. Il s'identifie au modèle de l'individualisme méthodologique courant qui apparaît en 1871 sous la plume de Karl MENGER (DURAND et WEIL, 2006 : 179). La théorie repose sur l'idée selon laquelle les phénomènes collectifs peuvent et doivent être décrits et expliqués à partir des propriétés et des actions des individus et de leurs interactions mutuelles. Dans cette perspective, l'explication du phénomène social est possible en faisant la somme des comportements individuels rationnels. Ce courant est apparu en sociologie de l'éducation au milieu du XXème siècle (DURAND, WEIL, 2006 : 616). Il a été développé et enrichi par Raymond BOUDON. Ce dernier, dans l'inégalité des chances (1973) critique l'approche des déterministes qui mettent tout sur le dos des structures sociales. Il définit l'inégalité des chances comme «la différence, en fonction des origines sociales, dans les probabilités d'accès aux différents niveaux d'enseignements et particulièrement aux niveaux les plus élevés» (BOUDON, 1973 : 27).

Selon BOUDON, les différences scolaires résultent d'une succession de choix opérés par les acteurs. Ceux-ci varient en fonction d'une série de paramètres relatifs à leur position sociale (revenu, niveau culturel, âge, sexe, etc.). Ainsi, pour chaque cycle d'étude, «l'élève pèse et repèse les éléments économiques en présence et le cumul de ses choix rend davantage compte de sa trajectoire que la seule adaptation ou mésadaptation à la culture scolaire» (DURAND et WEIL, 2006 : 616). Dans la

perspective de BOUDON, le choix de la carrière scolaire est défini par des calculs rationnels en fonction de la position sociale et des attentes.

Nous pouvons dire, en référence à ce modèle, que les parents, en choisissant d'accorder plus de chances scolaires à leurs garçons qu'à leurs filles, suivent la logique de la division du travail sociale qui confine la catégorie féminine à la sphère domestique tandis que les hommes s'ouvrent dans l'espace public avec tout ce qu'il implique d'expériences et de compétences à découvrir et /ou à développer.

## **I-7 HYPOTHESES**

L'hypothèse peut être envisagée comme une réponse anticipée que le chercheur formule à sa question spécifique de recherche (MACE : 35).

Nous fondons notre étude sur deux types d'hypothèse : une hypothèse principale et trois hypothèses auxiliaires.

### **I-7-1 HYPOTHESE PRINCIPALE**

Les déterminants socioculturels et économiques constituent les principaux facteurs explicatifs des difficultés de maintien des filles à l'école primaire dans le quartier Darou Salam.

### **I-7-2 HYPOTHESES SECONDAIRES**

- ❖ Les redoublements répétés les abandons temporaires et les absences dus à la sollicitation des dans le ménage favorisent leur manque d'intérêt pour l'école et par conséquent leur abandon scolaire.
- ❖ Le faible niveau de vie économique du ménage oblige les parents à retirer leur fille de l'école et à utiliser leur main d'œuvre pour augmenter les ressources de la maison.
- ❖ Le niveau d'instruction de leurs parents détermine leur chance de poursuite scolaire.

Les différents termes clés utilisés dans les hypothèses et dans notre problématique sont définis analysés dans la section suivante.

## **I-8 DEFINITION DES TERMES DE L'HYPOTHESE**

Lorsqu'on travaille sur des notions et des concepts, il est toujours important de donner, au préalable, leurs significations afin de permettre au lectorat de comprendre ce que l'on veut véhiculer dans le document. C'est la raison pour laquelle il implique d'expliquer le sens des termes et expressions utilisés pour traiter le sujet. Celui-ci s'inscrit dans le registre de la Sociologie de l'Education. L'éducation sera donc notre matière de réflexion tout au long de ce travail. Nous essayerons d'en donner les différentes acceptions sociologiques existantes.

Le thème de **l'éducation** a été développé sous diverses approches : psychologique, sociologique, économique, pédagogique....

Certains ont une acception idéaliste de l'éducation par exemple KANT. D'autres la conçoivent par rapport à son utilité, sa finalité (James MILL, Emile DURKHEIM). C'est la raison pour laquelle ceux qui ont travaillé sur le thème ont tenté soit de l'expliquer ou de le définir, soit de monter son caractère impératif dans l'organisation d'une société harmonique. Ainsi, il existe autant de formes d'éducation qu'il y a de contextes socioculturels. Aussi, les systèmes de fonctionnement varient d'un milieu à un autre et d'une époque à une autre. D'où le caractère évolutif de l'éducation et chaque spécialiste y va de sa définition.

Selon René HUBERT :

L'éducation est l'ensemble des actions et des influences exercées volontairement par un être humain sur un autre être humain, en principe par un adulte sur un jeune et orientée vers un but qui consiste en la formation dans l'être jeune des dispositions de toute espèce correspondant aux fins auxquelles, parvenu à maturité, il est destiné (HUBERT, 1965 : 5)

Cette définition se rapproche à peu près de celle d'Emile DURKHEIM, le père fondateur de la Sociologie de l'Éducation. Ce dernier qui tient l'éducation comme une chose éminemment sociale souligne que l'éducation n'est pas une œuvre individuelle mais le produit de réalités antérieures. Elle conditionne deux éléments : la présence d'une génération d'adultes et d'une génération de jeunes. Ainsi, il définit cet *Ensemble de pratiques et d'instructions organisées* comme étant :

L'action exercée par les générations d'adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain effectif d'état physiques et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est destiné (DURKHEIM, 1997 :51)

L'éducation comme processus de socialisation au sens durkheimien se déroule en plusieurs moments. Ainsi, nous distinguons une socialisation primaire reçue à la prime enfance et une socialisation secondaire qui concerne les autres étapes de la vie.

C'est dans la famille, première instance de ce processus, que l'on inculque les premières valeurs morales et comportementales. C'est également dans ce cadre où s'effectue la **division du travail**, notion incontournable dans l'explication du fonctionnement de la société. C'est au moment du façonnement de "l'être individuel" à un "être social" que la communauté assigne à chacun de ses membres des statuts et des rôles dont l'application garantit son intégration dans le groupe. Ce processus d'assimilation se fait de manière différentielle en fonction du sexe et de la catégorie sociale. Cette première éducation est fondamentale et importante car elle forge la personnalité de l'être humain. Elle prépare l'enfant à la vie de l'extérieur.

Eduquer c'est, aussi, doter l'être humain des connaissances théoriques et pratiques qui lui permette d'exploiter son intellect dans toute situation où il se trouve. Cette forme d'éducation particulière est reçue dans un cadre structuré et formel : l'école (elle est la deuxième instance de socialisation). Durkheim la considère comme l'agent essentiel de socialisation car, «... la famille n'est pas constituée de manière à pouvoir former l'enfant à la vie sociale » (DURKHEIM, 1997 : 60). L'école est donc le prolongement de l'éducation familiale mais sous une autre dimension. C'est cette éducation, plus formalisée reçue dans un cadre scolaire, qui a amené le concept de **scolarisation**.

Le terme désigne «l'enseignement relatif ou propre aux écoles, à l'enseignement qu'on y reçoit et aux élèves qui les fréquentent » (LEGENDRE, 1993). L'éducation en tant que scolarisation, repose donc sur des programmes d'enseignement, une certaine organisation et cible un groupe de personnes bien déterminé appelé élèves. Elle est un processus d'apprentissages qui se déroule à différentes étapes. Le **niveau primaire** constitue le premier échelon de l'instruction des enfants dans la plupart des systèmes scolaires actuels. Il commence au cours initiatique (CI) et se termine à la fin du cours moyen 2<sup>ème</sup> année (CM2) sanctionné par un diplôme appelé Certificat de Fin d'Etudes Elémentaire (CFEE).

Le vocable **sous scolarisation** qui dérive également de l'éducation renvoie à la sous représentation des filles par rapport aux garçons dans les institutions scolaires. Ainsi, les **déscolarisées** sont celles qui étaient inscrites à l'école mais qui ont arrêté à un moment de leur parcours. Les **scolarisées**, quant à elles, concernent celles qui sont toujours dans le système. Dans les politiques de promotion de l'éducation des filles, trois dimensions sont prises en compte : l'accès, le maintien et la réussite scolaire.

**L'accès** à l'éducation renvoie aux «possibilités généralement offertes aux jeunes d'acquérir et de développer d'une manière systématique et harmonieuse, des connaissances intellectuelles, des qualifications et de former leur personnalité » (LEGENDRE, 1993). L'expression suggère à assurer à tous les enfants un enseignement scolaire.

Après cette étape, l'autre enjeu pour les intervenants est de faire en sorte de retenir les filles jusqu'à l'achèvement d'un cycle d'études complet car la plupart des filles inscrites ont du mal à terminer une phase entière d'apprentissages ou avoir un cursus scolaire avancé. Ces contraintes peuvent leur faire retomber dans l'analphabétisme. Ainsi, les politiques de **maintien** sont mises en œuvre dans le but de les garder le plus longtemps possible dans le système. Parfois, on utilise le vocable **réention** pour désigner aussi le maintien dont les indicateurs seront analysés dans le cadre opératoire.

Les politiques de promotion de l'éducation des filles comportent certaines failles et manquent, pour le moment, à leur objectif. En effet, les absences, les redoublements et les abandons- composantes des déperditions scolaires- continuent, encore, de peser sur l'apprentissage des filles.

L'**absence** renvoie au fait «de manquer un cours ou une journée de classe» (LEGENDRE, 1993). Le **redoublement** est le fait de reprendre pour deux fois un même enseignement. Quant à l'**abandon** appelé aussi décrochage, c'est quand un élève quitte l'école avant d'obtenir son diplôme d'études. Il peut être temporaire ou définitif.

Nous avons montré un peu plus haut que c'est lors du processus de socialisation que l'individu intériorise les normes, croyances et modèles établis par la société. C'est dans l'instance familiale que les constructions socioculturelles prennent sens et se perpétuent. Nous proposons d'étudier en premier, l'impact des facteurs socioculturels sur la scolarisation des filles car ceux-ci déterminent pour une large part leur mise à l'école et la durée de leurs études.

**Les facteurs socioculturels** constituent l'ensemble des paramètres qui contribuent à écarter les filles de l'espace scolaire. Ce sont les attitudes et comportements au sein de la famille qui apparaissent sous forme d'opinions et attentes des parents, de leurs représentations du rôle que doivent jouer les filles dans la société et de leurs perceptions d'une utilité à instruire une fille. Ces perceptions et attentes traduisent l'importance qu'accordent les parents à la scolarisation de leur fille.

**Les facteurs économiques** renvoient à la capacité des parents à supporter les frais scolaires en termes d'inscription, de cotisation de coopérative, d'achat de matériels didactiques, des frais d'habillement et d'entretien de la fille etc. Le niveau économique du ménage constitue donc un indicateur non négligeable dans l'explication de la problématique de l'éducation des filles.

## I-9 VARIABLES ET INDICATEURS DE L'ETUDE

La question de recherche traduite en hypothèse renferme des concepts clés qu'il faut traduire en indicateurs mesurables pour rendre opérationnel l'objet de l'étude (BERTHIER, 2006 :46). Il s'agit en fait de repérer, parmi les données, les éléments susceptibles de fournir des explications au phénomène observé. Ainsi, la décomposition de nos hypothèses en variables et indicateurs, nous permet de montrer que la scolarisation, surtout le maintien des filles dont il est question dans cette étude, est d'autant plus probable que les conditions socioéconomiques et culturelles sont réunies. Nous pouvons en déduire que ces deux phénomènes sont corrélés puisque l'un dépend de l'autre. Plus précisément la mise et la rétention des filles à l'école sont tributaires, dans une large mesure, de l'environnement socioculturel et économique.

Les hypothèses de recherche ont permis de dégager trois variables dont les concepts ont été définis précédemment. En accord avec la revue de la littérature et les théories empruntées, des indicateurs associés à ces variables peuvent être sélectionnés (voir tableau 1).

La variable indépendante **facteurs socioculturels** qui fait référence à l'ensemble des paramètres sociaux et culturels (normes, croyances, valeurs, système d'organisation des sociétés) qui affectent le maintien scolaire des filles. Il s'agit du discours et des comportements stéréotypés. Ces différents éléments nous permettent de mesurer le degré d'importance que les parents accordent à leur éducation. En effet, si au sein de la famille, l'occupation de la fille n'a généralement rien à voir avec l'école, celle-ci aura sans doute un impact sur sa survie scolaire (LANGE 1998). Pour mesurer cette variable, les indicateurs suivants ont été choisis en conformité avec la littérature : les tâches domestiques, l'encadrement familial, la distance entre l'école et la maison, les attentes des parents, le manque d'intérêt pour l'école, le discours des parents, leurs opinions, leur comportement à l'égard de la scolarisation de leur fille, leur niveau d'étude, leur origine socioprofessionnelle et l'environnement d'étude de l'enfant et le "confiage". En effet, le fait de trouver à l'enfant un tuteur dans une autre maison, peut avoir des répercussions positives ou négatives sur sa scolarité.

La variable indépendante **facteurs économiques** renvoie à la capacité économique des parents à supporter les frais afférents et inhérents à la scolarisation et à la réussite de leur fille. Elle a pour indicateurs la capacité des parents à assurer les frais de scolarité et l'exploitation de la main d'œuvre des filles. En effet, si les parents se trouvent dans l'incapacité à assurer, à leurs enfants, un niveau de vie acceptable, les questions éducatives sont reléguées au second plan. Les filles, au lieu de fréquenter l'école, sont tentées d'utiliser leur force de travail pour contribuer aux ressources du ménage. L'ensemble de ces paramètres nous permettra d'analyser les facteurs économiques. HAROUNA et MOUHIDINE (2004), PROTEAU (1998) s'accordent sur le fait que l'éducation de la fille dépend des fluctuations économiques.

La variable dépendante **maintien** qui consiste pour la fillette à compléter ses études primaires de façon normale fait, en fait référence au parcours scolaire de l'enfant. Ses indicateurs sont les suivants : absence, retards répétés, redoublements successifs et abandons. En effet, dans l'étude sur «Genre et fréquentation scolaire au Sénégal» (s.d) publiée par le FAWE, il est dit que l'analyse du maintien est faite en fonction de l'assiduité et de la régularité de l'élève.

**Tableau 1 : Tableau synthétique des variables et des indicateurs**

Variables	Noms des variables	Dimensions	Indicateurs
Variable dépendante	Maintien des filles au primaire	Parcours complet et normal du primaire	- absences, - retards répétés - redoublements successifs - abandons
Variable indépendante 1	Facteurs socioculturels	Discours et comportements stéréotypé à l'égard du maintien des filles	- tâches domestiques, - niveau d'étude, - encadrement familial, - distance école/maison, - confiance - discours - attentes - opinions - comportements - niveau d'étude des parents - origine socioprofessionnelle des parents - l'environnement d'étude - manque d'intérêt pour l'école
Variable indépendante 2	Facteurs économiques	Revenus et niveau de vie des parents	- incapacité à assurer les frais scolaires - exploitation de la main d'œuvre des filles

## CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE

Le cadre méthodologique présente la manière dont nous nous sommes prise pour effectuer la collecte et le traitement des données et les éventuels écueils rencontrés lors de la phase empirique.

### II-1 SOURCES D'INFORMATIONS

La recherche documentaire de notre étude a débuté au courant du mois de Mars 2005. Nous nous sommes rendue à plusieurs lieux.

Nous avons visité la Bibliothèque Universitaire de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar pour chercher des documents relatifs aux questions d'éducation en général. Nous sommes aussi allée auprès de notre département pour disposer des mémoires traitant du thème et pour nous imprégner également de la manière dont ces documents ont été produits autrement dit comment ils ont abordé la question.

*La sociologie se faisant à pied*<sup>18</sup> comme dit le professeur Souleymane GOMIS, nous nous sommes rendue au Ministère de l'Education Nationale précisément aux directions de l'Enseignement Élémentaire (DEE) et de la Planification et de la Réforme (DPRE), à l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANDS) ex Direction de la Prévision Statistique pour avoir les effectifs scolaires au niveau national et dans les différentes régions. L'exploration nous a par ailleurs guidé dans les centres de recherche comme le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), le Bureau Régional de l'Unesco pour le Développement de l'Education en Afrique (BREDA), le Centre d'Informations des Nations Unies (CINU), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'Institut National d'Etude et d'Action pour le Développement (INEADE), les Inspections académiques et /ou départementales. La bibliothèque de l'IFAN nous a aussi accueillie. Nous n'avons pas négligé également les sources en ligne qui nous ont beaucoup aidées dans l'interprétation des différentes théories sur l'école.

---

<sup>18</sup> Cette assertion a été notée lors d'un cours de méthodologie en 2<sup>ème</sup> année (2005) pour dire que faire de la sociologie implique beaucoup d'investigations sur le terrain.

Pour obtenir les données relatives à la monographie du cadre de l'étude, nous avons visité la Direction régionale de la Statistique de Thiès. Signalons que nous nous sommes adressée aux personnes ressources comme la responsable de la Scofi à Thiès, quelques membres du personnel de l'école Darou Salam en l'occurrence le Directeur ainsi qu'aux habitants. Notre recherche documentaire est donc constituée d'ouvrages sociologiques, économiques, de rapports, d'articles de presse etc.

Dans une étude, il existe toujours des points à approfondir, des parties à affiner. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas déterminer la limite de l'observation documentaire tant que nous disposons des éléments pour améliorer la qualité du travail.

## **II-2 METHODES ET TECHNIQUES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES**

La sociologie est, à l'instar des autres sciences, une discipline qui obéit à certaines exigences méthodologiques. Autrement dit, elle a des méthodes et des techniques qui lui sont propres.

Avant de présenter nos stratégies de collecte, nous allons, d'abord, essayer de définir ce que sont une méthode et une technique d'investigations. Dans son étymologie, la méthode désigne un chemin à suivre. Dans *Méthodes des sciences sociales*, le terme est défini comme « l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie » (GRAWITZ, 2001 : 351). En d'autres termes elle est une manière de mener la recherche.

Pour entreprendre ces démarches, il faut, cependant, des outils scientifiques c'est-à-dire des procédés qui soient adaptés à l'objet d'étude, aux objectifs fixés ainsi qu'à la démarche suivie. Ces outils renvoient aux techniques utilisées. Une technique est donc un ensemble de moyens employés pour réussir une démarche.

Dans notre étude, nous avons utilisé les méthodes quantitative et qualitative. Toutefois, nous avons dû privilégier la démarche quantitative car nous voulons mesurer l'impact de l'environnement familial sur la rétention des filles à l'école dans le quartier Darou Salam. Il s'agit précisément, d'analyser leurs conditions d'étude, les statuts social et économique de leurs parents et tous les autres déterminants qui affectent d'une manière ou d'une autre leur maintien.

### **II-2-1 La méthode quantitative**

La démarche quantitative permet de recueillir des données mesurables et comparables entre elles (BEITONE, DOLLO, LE MASON, GERVASONI, RODRIGUES, 2002). La collecte de données quantitatives peut s'effectuer à partir de plusieurs procédés. Le questionnaire est un des instruments de quantification. Il permet de mesurer des fréquences, d'établir des corrélations entre des variables de faire des comparaisons (BERTHIER, 2006 :27). L'utilisation du questionnaire comme outil de collecte se justifie par le fait que, dans notre étude, nous établissons des corrélations entre le niveau de vie économique, le poids des déterminants socioculturels et maintien des filles à l'école. Etant donné que notre étude est composée de deux cibles différentes, nous avons élaboré deux modèles de questionnaire pour tenir compte des caractéristiques spécifiques de chacune d'elles.

Un questionnaire ménage a été utilisé pour interroger les parents des élèves sur leurs comportements en matière de scolarisation et leurs perceptions de l'éducation des filles. Nous avons auparavant procédé à l'identification du parent enquêté et du type de ménage. Nous allons avant de poursuivre, donner une définition du ménage et apporter une précision sur la notion de parent par rapport à notre contexte d'étude.

Au Sénégal, un ménage est défini généralement comme :

Un groupe de personnes, apparentées ou non, qui vivent ensemble sous le même toit et mette en commun tout ou une partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels, notamment le logement, prennent généralement leurs repas en commun et reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne, le chef de ménage (CM) (ménage comme unité de consommation et une unité de production (ANSD, 2002).

Toute unité de consommation répondant à ces critères est prise en compte.

Par parent, nous entendons ici toute personne ayant une vue ou apportant une quelconque contribution sur l'éducation de la fille. Ainsi, au-delà des parents biologiques, nous considérons l'oncle, la tante, les grands parents, les frères et/ ou le tuteur.

Un autre questionnaire a été conçu et administré aux filles scolarisées pour saisir leurs conditions d'études et les facteurs susceptibles d'influer leur parcours scolaire. Chacun de ces questionnaires comporte des questions fermées à choix unique ou multiple et des questions ouvertes donnant aux répondants la latitude d'exprimer leur position. Celles-ci nous ont permis de mesurer l'opinion des deux types de population sur la question éducative notamment celle des filles.

## **II-2-2 La méthode qualitative**

Elle est utilisée conjointement avec la méthode quantitative. La démarche qualitative a aussi ses propres instruments dont l'entretien. L'entretien est une technique qui consiste à organiser une conversation entre un enquêté et un enquêteur (BEITONE et al, 2002 :27). Dans cette optique, l'enquêteur doit préparer un guide d'entretiens où figurent les différents centres d'intérêt qui seront abordés. Bien que le questionnaire soit l'outil de base de l'enquête, le guide d'entretiens qui est purement qualitatif sera utilisé auprès des filles ayant abandonné pour approfondir notre analyse sur les difficultés de poursuites scolaires des jeunes filles du quartier Darou Salam. Par conséquent, ils sont administrés aux filles qui sont en dehors de l'école c'est-à-dire les déscolarisées pour avoir une idée de leur parcours scolaire lorsqu'elles étaient élèves et mieux comprendre les obstacles qui leur ont empêché de terminer leur cycle primaire. Ainsi, nous avons construit un guide d'entretiens pour comprendre, après leur identification, les raisons familiales et/ou scolaires de leur mise à l'écart du système et leurs perceptions de l'instruction ainsi que leur occupation actuelle après le décrochage. Nos préoccupations par rapport à cette catégorie de notre population cible étant différentes des autres, nous ne pouvions les prendre en charge dans le questionnaire des filles qui sont toujours à

l'école. Ainsi nous avons jugé que l'entretien était le mieux adapté d'autant plus qu'elles pouvaient nous livrer des informations qui ne figurent pas dans les questionnaires.

Pour les critères d'inclusion, nous avons pris en compte les filles ayant abandonné il y a 5 ans au plus car nous pensons que cet intervalle obéit à un cadre référentiel c'est-à-dire se trouve dans le contexte de promotion de l'éducation des filles à travers les différents programmes. De plus, les cinq années nous permettent de faire appel à la mémoire et ne pas courir le risque d'oubli de la part des filles.

Nous avons aussi retenu la tranche d'âge 12-18ans parce que nous estimons qu'à cette période de la vie (12ans) la fille est en mesure de comprendre et de répondre de manière cohérente aux questions. A dix huit ans (18ans) nous considérons également que c'est la limite pour une personne de retourner à l'élémentaire. Nous nous sommes entretenues avec sept (07) filles au lieu de dix (10) prévues au départ. Nous les avons choisies au moment de construire la base de sondage. Elles étaient inscrites au début mais ont abandonné en cours de cursus. Nous ne pouvions pas localiser les trois (03) autres manquantes car elles ont déménagé et nous n'avons eu pas d'informations satisfaisantes quant à leur lieu de résidence. Par conséquent nous nous sommes limitée aux sept d'autant plus qu'elles ont toutes quasiment répondu à l'intégralité des questions.

### **II-3 Population de l'étude**

Nous définissons la population comme l'ensemble des personnes concernées par l'enquête. Elle est constituée des scolarisées, des déscolarisées, de parents d'élèves. Les instituteurs de l'enseignement élémentaire, quelques membres de l'Association des mères d'élèves, la responsable de la cellule départementale de la Scofi/Thiès ainsi que le Chef de quartier de Darou Salam ont été interrogés comme informateurs clés pour approfondir notre démarche. Compte tenu de nos moyens limités, nous ne pouvions interroger toute la population concernée par le phénomène qui fait l'objet de cette recherche. Nous avons dû opter de procéder à une enquête par sondage auprès de nos

populations cibles. Pour se faire, nous avons dû constituer une base de sondage à partir de laquelle un certain nombre d'élèves ont été sélectionnés de manière aléatoire.

## **II-4 PLAN DE SONDAGE : APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE QUANTITATIVE**

### II-4-1 La base de sondage

Notre recherche concerne deux types de population :

- Celle des parents d'élèves résidants dans le quartier de Darou Salam ;
- Et celle des filles inscrites au CM1 et au CM2 de l'école publique du quartier.

Nous avons adopté la méthode de tirage aléatoire pour déterminer des échantillons représentatifs des différentes populations à étudier. Cette méthode probabiliste est l'une des plus appropriées quand l'on veut procéder à des inférences au niveau global. La méthode suivante a été utilisée pour déterminer l'échantillon des parents :

Nous avons compilé les statistiques sur les ménages<sup>19</sup>, disponibles au niveau de la Direction Régionale de la Statistique de Thiès. Le quartier compte un effectif de 767 ménages dont 3086 hommes et 3118 femmes. Ces données sont résumées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 : Répartition de la population de Darou Salam selon le sexe**

	Hommes	Femmes	Total
Effectifs	3086	3118	6204

Pour ce qui concerne la répartition de l'échantillon des filles, notre base de sondage est construite à partir des listes nominatives, avec les dates de naissance de l'ensemble des écolières des deux classes de CM1 et celles des deux classes de CM2 de l'école publique de Darou Salam 2. Ensuite, ces listes ont été fusionnées et retravaillées de sorte à avoir un seul répertoire homogène et exhaustif des personnes à interroger. Ces

---

<sup>19</sup> Ces données sont celles de 2002. Ce sont les plus récentes sur la situation démographique de Darou Salam.

différentes mesures prises obéissent à un certain nombre de critères méthodologiques à savoir :

- L'exhaustivité (aucun membre n'est omis);
- l'unicité des unités statistiques (aucun membre n'est listé plus d'une fois) ;
- la fiabilité et la validité

L'énoncé est illustré dans le tableau suivant :

**Tableau 3 : Répartition de la population des filles scolarisées**

Niveaux	CM1	CM2	Total
Effectifs	56	55	111

#### II-4-2 L'échantillonnage

Nous avons procédé au tirage de l'échantillon des parents en utilisant le module Stat Calc d'Epi Info<sup>20</sup>. Les facteurs de pondération sur le genre utilisés sont les suivants : 49% des ménages de Darou Salam sont constitués d'hommes contre 51% pour les femmes. Ceci permet de répartir l'échantillon des parents à enquêter selon le sexe. Le niveau de confiance a été fixé à 95% pour la précision de nos résultats, fixant ainsi un seuil de tolérance de 5% d'erreur autour des différents indicateurs recherchés.

**Tableau 4 : Répartition de l'échantillon des parents**

Sexe	Nombre de parents à enquêter	Pourcentage %
Hommes	38	0.49
Femmes	40	0.51
Total	78	100

$$\text{Démonstration : } H \rightarrow 3086/6204 = 0.49 \rightarrow 78 \times 0.49 = 38$$

---

<sup>20</sup> Epi INFO© est un logiciel de traitement de texte, de bases de données et de statistiques appliqué à l'épidémiologie. Le programme a été conçu par le Bureau du programme d'épidémiologie des Centres de lutte et de prévention des maladies (CDC, Atlanta, Etats-Unis) et par le Programme mondial de lutte contre le sida de l'OMS. Il est accessible par toute la communauté des personnes travaillant sur la collecte et l'analyse de données. Le logiciel Epi INFO permet d'organiser les données sous la forme d'un questionnaire, et de présenter les objectifs d'une étude et les résultats obtenus sous un format utilisable dans les rapports écrits. Epi INFO comporte les fonctions les plus fréquemment utilisées par les analystes dans les programmes de statistiques, comme SAS ou SPSS, ou dans des logiciels de bases de données comme DBASE©. Ces fonctions sont associées à un système simple qui peut être copié sans droit et transmis à des collègues.

$$F \rightarrow 3118/6204 = 0.51 \rightarrow 78 \times 0.51 = 40$$

Notre échantillon pour la population des parents d'élèves est constitué en définitive de 38 hommes et de 40 femmes.

Pour interroger les parents nous avons procédé de la manière suivante : à partir de la demeure du chef de quartier nous avons choisi une direction et sélectionné une maison sur deux car le quartier ne bénéficie pas d'un plan de lotissement adéquat. Par conséquent, nous ne nous sommes pas fiée aux numéros des maisons. Notre méthode d'administration du questionnaire a été l'interview directe c'est-à-dire, nous complétons les séries de questions au fur et mesure que l'enquêté donne une réponse.

En suivant la même procédure que celle qui précède, nous avons établi un échantillon préalable en respectant le niveau de confiance de 95% pour faire le tirage des filles. Pour la région de Thiès, le taux d'achèvement (=Taux Brut d'admission multiplié par Taux de Rétention au CM2) est de 58,34% selon les données du département statistique de la Direction de la Planification et de la Réforme (DPRE) du Ministère de l'Education. Nous avons utilisé cette grandeur pour calculer avec le module Stat Calc d'Epi Info, la taille de l'échantillon des écolières. Avec les campagnes de sensibilisation sur la scolarisation des filles, nous posons le postulat qu'une marge seulement de 10% des filles n'est pas maintenue à l'école. Par conséquent, au moins 48% d'entre elles parviennent à terminer un cycle complet. Ce qui donne avec Epi Info le tirage suivant :

**Tableau 5 : Répartition de l'échantillon des filles scolarisées**

Effectifs total des filles inscrites en CM1 et CM2 à l'école publique de Darou Salam <sup>2</sup>	111
Fréquence du phénomène	58,34
Pire fréquence acceptée	48
Niveau de confiance	95%
Taille de l'échantillon	49

Ensuite, notre échantillon final a été tiré de manière aléatoire et nous avons sélectionné les filles à l'aide d'un générateur en ligne<sup>21</sup> de nombres aléatoires appelé "Random numbers generator". Sur la population de 111 filles de la base de sondage, notre échantillon ne concerne que 49 d'entre elles.

Compte tenu de la probabilité de rencontrer des cas de refus, d'indisponibilité ou d'absence prolongée, nous avons constitué une liste additionnelle de filles tirées au hasard afin de remplacer les éventuels cas de non participation. Ceci permet d'enquêter effectivement le nombre filles prévues au niveau de l'échantillon tout en gardant l'approche probabiliste seule garante de la minimisation des biais de sélection et de participation.

En matière de recherche, il y a deux phénomènes difficilement maîtrisables qui peuvent intervenir durant le processus et introduire des biais. En effet dans la phase empirique, il peut arriver que les individus ciblés ne soient pas en mesure de répondre aux questions par refus ou indisponibilité. Pour parer ces éventualités, nous avons évalué le taux de refus à partir d'une estimation faite grâce à la revue de la littérature, en discutant avec les personnes ressources et en faisant la revue des rapports méthodologiques. Ce taux généralement admis par la communauté scientifique peut varier jusqu'à un maximum de 5% si la sensibilisation et la préparation s'est faite de manière professionnelle. Quant au taux de non participation il est généralement fixé autour 10% pour ce genre d'enquête quantitative. La somme de ces deux estimations permet de déterminer le taux réel de participation ( $100\% - 15\% = 85\%$ ) et de procéder au calcul du nombre d'individus à inclure dans une liste de réserve afin de remplacer ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas participer à la recherche.

La taille finale de l'échantillon (réserve comprise) est obtenue en divisant la taille de l'échantillon initiale par le taux réel de participation. Nous démontrons la démarche ci-dessous :  $49 / 85\% \rightarrow 49 \times 1,18 = 57$  filles y compris la réserve.

---

<sup>21</sup> Random Number Generator ou « générateur de nombres aléatoires » sert à générer des millions de combinaisons à la seconde, totalement aléatoires. On utilise un RNG dans le cas où l'on veut garantir une équité totale par rapport aux statistiques. Les RNG sont couplés à un serveur ou à une table électronique, contenant le programme en charge de la génération des combinaisons. Le site est disponible au [www.graphpad.com/quickcalcs/randomN1.CFM-12](http://www.graphpad.com/quickcalcs/randomN1.CFM-12)

L'application du questionnaire des filles a été également faite directement en remplissant sur place les réponses fournies.

#### II-4-3 Le traitement et l'exploitation des données

Nous avons utilisé deux outils dans notre collecte de données dont nous allons présenter la formule d'exploitation car «La diversité des techniques de recueil de données implique celle des modes de traitement» (DURANT, WEIL, 2006 : 426).

##### II-4-3-1 L'analyse quantitative

Les questionnaires, après la phase d'enquête ont été exploités grâce à un masque de saisie confectionné à partir d'un logiciel dénommé SPSS (Statistical Package for Social Sciences) en Anglais (version 13)<sup>22</sup>. Dans un premier temps, nous avons enregistré le contenu de chaque questionnaire numéroté de un (1) à n. Ensuite nous avons procédé à la vérification de la saisie afin de veiller à la normalisation des données. Chaque catégorie de réponse est considérée comme une variable dans le cas des réponses fermées. Les réponses ouvertes sont résumées et nous avons transférées à chacune des codes de réponses. Ainsi nous obtenons une base de données à partir de laquelle nous avons pu faire des représentations graphiques et des tableaux. Nous nous sommes appuyée tantôt sur les effectifs tantôt sur les pourcentages ou les deux à la fois pour faire notre analyse.

##### II-4-3-2 L'analyse qualitative

Les entretiens réalisés auprès des jeunes filles ayant abandonné depuis 5ans au plus ont été enregistrés au moyen d'un dictaphone. Nous avons procédé à une

---

<sup>22</sup> La première version de SPSS a été mise en vente en 1968 et fait partie des programmes les plus largement utilisés pour l'analyse statistique en sciences sociales. Il est utilisé par des chercheurs en économie, en science de la santé, par des compagnies d'études, par le gouvernement, des chercheurs de l'éducation nationale, et bien d'autres. En plus de l'analyse statistique, la gestion des données (sélection de cas, reformatage de fichier, création de données dérivées) et la documentation des données (un dictionnaire de méta données est sauvegardé avec les données) sont deux autres caractéristiques du logiciel.

retranscription intégrale du discours de l'enquêtée. Nous avons par la suite transféré des codes aux différents centres d'intérêt abordés. Puis ces données ont été quantifiées de manière à les réutiliser dans l'approfondissement de notre analyse sur les difficultés de poursuite scolaire des filles dans le primaire.

## **II-5 DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

La phase empirique appelée aussi enquête de terrain s'est déroulée en deux moments. Le premier consiste à faire une pré enquête et tester le questionnaire pour avoir une première idée de sa compréhension auprès des enquêtés. Cette étape détermine ensuite le démarrage de l'enquête proprement dite.

### **II-5-1 la pré-enquête**

Elle renvoie à l'enquête préliminaire c'est-à-dire l'étape qui précède la descente effective sur le terrain. Avec l'approbation de nos encadreurs, nous avons mené une pré enquête d'une durée de trois jours dont l'objectif était de juger de la pertinence de notre questionnaire et de définir avec précision les axes que va emprunter notre analyse du phénomène de la rétention des filles dans la localité ciblée.

Elle nous a aidée dans le choix de certaines questions au détriment d'autres dans l'élaboration définitive de notre questionnaire, mais elle nous a surtout fait prendre conscience de la spécificité de notre lieu d'étude. Bref, elle a aidé à anticiper la compréhension des questions.

Pour ce faire, nous avons ciblé un certain effectif de personnes qui ont été choisies sur la base supposée de leur expérience ou de leur connaissance en matière de scolarisation des filles. C'est la raison pour laquelle nous avons interrogé les personnes en charge de la Scofi à Thiès et quelques parents d'élèves. Ces données recueillies, conjuguées avec celles obtenues dans la recherche documentaire, nous ont permis de confectionner les questionnaires et le guide d'entretien.

## **II-5-2 L'enquête de terrain**

L'enquête proprement dite est le deuxième moment du processus de l'enquête. Elle est la phase la plus difficile dans le processus de recherche car elle nécessite de nombreux aller retour pour collecter des informations auprès des enquêtés. Nous avons interrogé en premier les filles surtout celles qui étaient en CM2 pour éviter de les perdre de vue car elles avaient terminé leur cours. Nous avons ensuite enquêté les parents d'élèves. L'enquête s'est déroulée pendant une vingtaine de jours car nous avons commencé le 07 Juillet et terminé le 27 du même mois de l'année 2008.

## **II-6 DIFFICULTES RENCONTREES**

Tout travail de recherche scientifique doit obéir à une certaine démarche que Gaston BAHÉLARD résume ainsi : « le fait scientifique est conquis, construit et constaté » (QUIVY et CAMPENHOUDT, 1995 :10). Ce «*processus à trois actes*» constitue le schéma de la recherche scientifique. C'est précisément cette quête de scientificité qui fait que l'on rencontre de nombreuses difficultés durant la recherche.

Notre premier problème a été de savoir comment, dans quel sens aborder la question. En effet, étant une néophyte en matière de recherche, nous n'avons pas pu éviter le piège de la «*gloutonnerie livresque* » dont R. QUIVY et L.V. CAMPENHOUDT mettaient en garde toute personne voulant s'investir dans la recherche. Ainsi, nous avons disposé d'un paquet de documents dont nous avons du mal à organiser et exploiter.

Ensuite, notre deuxième difficulté a été liée à l'accès à certaines données et informations indispensables à l'analyse de notre sujet. En effet, pour disposer de certaines données il faut faire un véritable parcours de combattant car il fallait suivre tout un protocole ou s'armer de patience en attendant que la personne qui en dispose vous les livre. Consulter un document sociologique à la Bibliothèque Universitaire se révélait également difficile car quelques fois il faut attendre deux semaines voire un

mois pour avoir l'ouvrage en question. Parfois aussi, le délai de consultation est relativement court pour faire une revue sérieuse et exhaustive du document emprunté.

Du point de vue empirique, le principal obstacle a été de trouver les personnes concernées par l'étude. Comme mentionné dans la partie méthodologique, notre population cible constitue en premier lieu les parents d'élèves habitant le quartier Darou Salam. Les interroger n'était pas trop compliqué mis à part les réticences de certains d'entre eux. Notons également que parfois les trouver sur place était un peu difficile du fait de leur activité extérieure.

Le deuxième groupe cible est constitué des filles scolarisées et celles ayant abandonné. Nous avons précisé à ce niveau que toutes celles inscrites ou furent inscrites à l'école Darou Salam<sup>2</sup> habitant ou non le quartier sont prises en compte. Par conséquent, nous nous déplaçons chez chacune d'elle quelque soit son lieu de résidence du moment qu'elle fait partie de l'échantillon. Pour les premières (les scolarisées) nous avons dû convoquer celles qui sont en CM2 à l'école à cause de la période d'enquête (Juin Juillet 2008).

Ce sont de manière succincte les obstacles auxquels nous avons fait face.

## **DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE ET ANALYSE DES POLITIQUES EDUCATIVES SUR LES FILLES**

Cette partie se justifie par le souci de contextualiser notre étude. Ainsi, dans la logique de partir du général au particulier, nous allons faire une brève présentation de la région de Thiès, du quartier dans lequel nous réalisons l'étude et l'école publique de Darou Salam. En second point, nous proposons de faire une analyse des politiques d'intervention mises en œuvre pour la promotion de la scolarisation des filles. L'examen de ces politiques nous permettra de noter leurs forces et faiblesses et nous aidera à proposer, au moment de la conclusion, d'autres pistes de recommandation allant dans ce sens.

### **CHAPITRE III : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE**

La présentation du cadre d'étude comprend le contexte général de l'étude qui représente la région de Thiès ainsi que le champ spécifique qu'est le quartier Darou Salam.

#### **III-1 CADRE GENERAL**

(Les informations contenues dans cette monographie ont été fournies par la Direction régionale de la Statistique de Thiès à travers son rapport de comité régional de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement élaboré en Mars 2008 et le Document portant la décision de nomination du délégué de quartier 0058, approuvé à Thiès le 14 mai 2001).

La région de Thiès occupe une surface de 6601 Km<sup>2</sup> soit 3,5 % du territoire national. Elle est limitée au Nord par la région de Louga, au Sud par la région de Fatick, à l'Est par les régions de Diourbel et Fatick et à l'Ouest par la région de Dakar et l'Océan Atlantique. Elle compte trois (3) départements : Thiès, Mbour et Tivaoune et

quarante trois (43) collectivités locales qui se divisent ainsi : 01 Région, onze (11) Communes et trente et une (31) Communautés rurales.

La population de la région de Thiès est estimée d'après les dernières évaluations de l'ANDS, à 1 442 338 habitants soit 13 % de la population au niveau national. Sur le plan économique, Thiès tire ses ressources essentielles dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme qui est un secteur dynamique dans la région, etc. Sur le plan social, Thiès est bien pourvu en infrastructures éducatives et ce secteur prend en compte tous les niveaux, du préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur et la formation professionnelle.

De plus, elle est dotée d'un Plan Régional de Développement de l'Education (PRDE) qui est une traduction des orientations du PDEF, pour atteindre l'objectif de la scolarisation universelle et éradiquer progressivement l'analphabétisme dans la région. Elle a un taux brut de scolarisation (TBS) qui s'élève à 91 % en 2007 (Rapport régional de suivi des OMD, 2008 :) mais le défi reste la qualité et le maintien des filles à l'école, ce qui constitue l'objet de cette étude.

**Tableau 6: Evolution du TBS et du TNS (en %) pour la région de Thiès**

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
TNS	47	52,62	58,20	64,34	74,46	80,04	83,16	86,40
TBS	69,60	72,00	75,80	79,30	83	86,11	89	91

Source : IA Thiès

Ce tableau présente l'évolution du Taux Brut et du Taux Net de scolarisation de la région de Thiès de 2000 à 2007. Ces taux évoluent de trois (3) à cinq (5) points par année. Ce résultat a été obtenu à la faveur des campagnes de promotion initiée à la fin des années 90 par les politiques.

Le tableau suivant présente la situation de l'évolution du rapport entre filles et garçons dans les différents niveaux d'enseignement.

**Tableau 7 : Evolution du rapport filles/garçons dans les différents niveaux d'enseignement**

Années	2000		2001		2002		2003		2004		2005	
	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.
Rapport filles/garçons												
Préscolaire	1,04	1,1	1,1	1,11	1,11	1,13	1,08	1,16	1,22	1,11	1,09	1,15
Elémentaire.	0,85	0,86	0,87	0,9	0,89	0,9	0,91	0,93	0,94	0,94	0,95	0,96
Moyen	0,66	0,61	0,66	0,68	0,69	0,87	0,69	0,78	0,79	0,82	0,76	0,88
Secondaire	0,61	0,59	0,61	0,61	0,58	0,63	0,60	0,61	0,61	0,62	0,66	0,64

Source : IA Thiès

L'indice de parité est le rapport ou le ratio entre effectifs masculins et féminins. Dans le domaine de l'éducation il est calculé à partir des taux bruts de scolarisation des filles et des garçons<sup>23</sup>. Depuis 2000 il connaît une variation croissante grâce à l'effet de la sensibilisation. Pour la région de Thiès il est de 0,96 % en 2005, un peu plus au dessus du niveau national (0,95). Cette évolution est un pas encourageant dans la réalisation des défis.

### III-2 CADRE SPECIFIQUE

Nous proposons de faire dans cette section la présentation du contexte spécifique qui aidera à mieux comprendre les réalités du milieu.

#### Caractéristiques physiques

Faisant partie du plan de lotissement de 1977, Darou Salam est créé le 05 Septembre 1979. Il s'étend sur environ 3 kilomètres et se situe à l'extrême Est de la Commune de Thiès. Il compose avec Keur Daggio, Jung, Cité Senghor I et Cité Senghor II la Zone V du plan triennal de développement élaboré pour 2005-2008.

<sup>23</sup> Direction régionale de Statistique de Thiès, 2008.

Dans ses aspects géographiques, c'est une zone qui s'établit sur une superficie plate, accidentée quelque parts de petits monticules de terres qui sont causées par quelques travaux de particuliers.

### **Caractéristiques sociodémographiques**

Darou Salam est un quartier périphérique de la commune de Thiès. Il compte une population de 6204 âmes dont 3086 Hommes et 3118 femmes. La localité rencontre beaucoup de difficultés qui affectent son développement. D'abord il y a un problème de pauvreté qui touche une bonne partie des populations. L'absence de lotissement et de délimitation de la zone font que les délégués de quartiers ne connaissent plus les limites de leur patrimoine. C'est ce qui fait d'ailleurs que les habitants discernent deux entités Darou Salam 1 et Darou Salam 2. Cette situation a entraîné des querelles internes fréquentes dont l'occupation anarchique de l'espace et une insuffisance d'infrastructures routières. L'accès aux soins sociaux de base fait aussi défaut car d'une part, la zone enregistre seulement deux postes de santé d'une faible capacité pour une population de plus de soixante mille habitants, d'autre part certains des ménages ne sont pas jusqu'ici alimentés par le réseau de la SDE ce qui pose le problème de consommation en eau potable. Par ailleurs, le secteur de l'éducation rencontre des difficultés liées à l'insuffisance et à la vétusté des infrastructures scolaires, au faible niveau de vie économique des populations etc. L'assainissement (absences de canalisation, de latrines, de puisards..., l'insécurité et l'accès aux crédits font également partie du lot des problèmes identifiés à Darou Salam.

### **III-3-L'ECOLE DAROU SALAM 2**

L'histoire de la création de l'école de Darou Salam 2 est assez singulière. En effet, l'établissement, conçu durant les grandes vacances de 2001<sup>24</sup> a ouvert ses portes au mois d'Octobre de la même année avec deux classes sous forme d'abris provisoires construits avec des tiges de mil et aux moyens des habitants autochtones. Pendant les inscriptions, la demande d'éducation des populations était forte ce qui a motivé

---

<sup>24</sup> IDEN Thiès ville, «Monographie de l'école Darou Salam 2 », 2005.

l'installation de l'école dans le quartier. Cependant au moment du démarrage, peu de parents amenaient leurs enfants à l'école sans doute du fait de la précarité des conditions d'études sans compter les risques courus par les apprenants car les habitants notaient fréquemment la présence de serpents dans les clôtures. Ainsi, la stratégie du porte à porte adopté par quelques membres du personnel enseignant pour inciter les parents à scolariser leurs enfants ne faisait pas grand effet. Les difficultés se sont aggravées avec les pluies accompagnées de froid de Janvier 2002 qui rendaient les abris impénétrables ce qui a provoqué un congé forcé aux enseignants et élèves. Ces derniers n'étaient pas au bout de leur peine car quelques semaines plus tard, un incendie causé par un habitant avait détruit une bonne partie du matériel et quelques uniformes d'élèves. L'école ou du moins ce qui en restait fut relogé bien plus tard dans un site en construction de propriété privée. Des démarches effectuées auprès des autorités locales ont permis d'obtenir trois classes l'année suivante grâce à l'appui de la Commune.

C'est en 2004/2005 que l'administration territoriale octroie aux populations un site pour abriter l'école qui entame les travaux de construction de trois salles de classes d'abord puis six autres. Actuellement elle en compte douze et forme avec la case des tous petits et le Cours d'Enseignement Moyen (CEM) un complexe scolaire. Les dernières données statistiques (2007) de la DPRE renseignent sur les effectifs des élèves qui sont au nombre de 768 dont 357 filles soit une différence de 50 filles toutes les classes confondues. Elle comporte deux classes pour chaque niveau. Le personnel administratif est composé de quatorze (14) enseignants dont huit (8) hommes et six (6) femmes plus un (1) directeur.

## **CHAPITRE IV : APPROCHE ANALYTIQUE DES POLITIQUES D'INTERVENTION SUR LA SCOLARISATION DES FILLES**

(Pour faire cette analyse nous avons recouru à des sources en ligne combinées à une étude réalisée par le Ministère de l'Education, la Direction de la Planification et de la Réforme plus précisément, pour faire le point sur les principales interventions relatives à la scolarisation des filles).

Les années 90 constituent une étape très marquante dans l'histoire de la lutte pour la promotion des femmes. En effet, la Déclaration de Jomtien a été un signal fort dans la revendication pour une meilleure implication de la frange féminine dans le processus de développement durable que cela soit dans les secteurs de l'économie, de la santé ou de l'éducation. Au Sénégal, l'instruction des filles représente un enjeu majeur pour les gouvernants. En effet en 1995, sous l'impulsion de l'Etat, beaucoup d'actions volontaristes et de partenariats ont été entrepris dans le but de promouvoir l'éducation des filles. C'est la raison pour laquelle cette résolution est soutenue dans le Programme Décennal de l'Education et de la Formation élaborée en 1998 par le Ministère de l'Education. D'importantes avancées ont été notées du point de vue de l'accès notamment, car les effectifs féminins croissent à chaque rentrée. Cependant, des résistances subsistent encore dans la mesure où les interventions se réalisent de manière dispersée ce qui entraîne parfois leur manque d'efficacité. Les interventions relatives à la promotion de l'éducation des filles sont multiples. Nous allons en analyser les plus saillantes.

### **IV-1 LE COMITE NATIONAL DES ENSEIGNANTES POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION DES FILLES**

Après la participation de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes à Beijing, le Sénégal, traduit ses engagements en acte et met en place, à travers son Ministère de l'Education le projet Scofi. Ce programme fut porté par des acteurs de l'enseignement qui s'engagèrent comme volontaires dans cette politique et créèrent une

association. Celle ci dénommée Cnepscofi voit le jour en 1995 à Fatick. Elle est la résultante d'un forum organisé, dans cette région par le gouvernement du Sénégal et qui a vu la participation d'une trentaine d'enseignantes pour statuer sur le problème de la sous scolarisation des filles au Sénégal. A la différence du FAWE, le Comité National des Enseignantes pour la promotion de la scolarisation des filles a un caractère national et regroupe uniquement des éducatrices. La sensibilisation s'est faite à travers les canaux de communication (télévision radio, journaux etc.) et des inspecteurs départementaux. En 1997, une assise nationale est convoquée pour partager les expériences et harmoniser les interventions. Le comité enregistre deux mille cinq cent membres (2500) toutes enseignantes au niveau de l'élémentaire, du moyen secondaire et de l'enseignement technique féminin. Ces membres se sont regroupés en comités régionaux, départementaux et des cellules au niveau des arrondissements. Le comité national se trouve à Fatick berceau de la création et siège de la structure. Ainsi, en plus du comité national, l'organisation compte 11 comités régionaux avec l'ancienne subdivision administrative du Sénégal<sup>25</sup> et 43 comités départementaux.

Les objectifs de l'organisation se regroupent en trois volets : sensibilisation, suivi et accompagnement, formation. En effet, ses membres organisent des tournées de sensibilisation au niveau nationale avec le concours des inspecteurs départementaux de l'Education de chaque localité pour conscientiser les parents sur l'importance de l'éducation des filles au niveau de la famille et de toute la société en général et les pousser à inscrire tous les enfants en âge de l'être à l'école. Ces mobilisations se tiennent à chaque rentrée scolaire. Les formateurs ne sont pas en reste dans cette conscientisation car les recherches sur l'éducation<sup>26</sup> ont montré la part de responsabilité de l'école dans la sous scolarisation des filles.

Après la sensibilisation, le comité met en œuvre des programmes de suivi et d'accompagnement pour les écolières afin de les retenir le maximum possible dans le système. C'est ainsi que des bourses sont octroyées aux filles ayant obtenu les meilleurs résultats aux évaluations. Le comité fait également des dons de vêtements pour les plus démunies, des fournitures et tous les articles qui entrent en compte dans la formation de

---

<sup>25</sup> Depuis 2008, le Sénégal compte 14 régions. Cette une nouvelle subdivision a été votée à l'Assemblée Nationale le 1<sup>er</sup> Février 2008.

<sup>26</sup> Cf. MARTINASSO (1997), LANGE (1998).

l'apprenant. Des cours de renforcement pédagogique sont par ailleurs organisés pendant l'année et les vacances scolaires pour améliorer les performances des filles et réduire leur exode dans les centres urbains pour faire de petits métiers.

La formation est destinée principalement aux enseignants et enseignantes qui constituent des relais auprès des familles. On encourage aussi le recrutement massif d'enseignantes qui semble être un moyen pour stimuler l'intérêt des filles à l'école. Des liens de partenariat constituent une des autres stratégies du comité pour renforcer leurs acquis et pérenniser leurs actions.

Le comité a reçu l'appui du Ministère de l'Éducation, de la Banque Mondiale de 1995 à 1998, de l'ACDI et de l'UNICEF de 1998 à 2000, le soutien des Ministères de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, de la Santé Publique ainsi que bien d'autres organismes tels que l'UNESCO, le PNUD etc.

## **IV-2 LE FORUM DES EDUCATRICES AFRICAINES**

Forum des éducatrices Africaines (en Anglais), le FAWE est une organisation rassemblant des femmes ministres de l'Éducation nationale, des femmes de recteurs d'Université et d'autres femmes occupant des postes de décideurs en Afrique. Elle (l'organisation) a été créée en 1992 mais fut enregistrée au Kenya un an après comme organisation non gouvernementale panafricaine. Elle enregistre trente trois antennes nationales actuellement dont 14 francophones. Cette association compte aussi des hommes mais ayant un statut de membres associés tandis que les femmes sont des membres titulaires. Son objectif majeur est de promouvoir l'éducation des filles en Afrique subsaharienne. Ses activités visent à doter à ses membres des moyens pour mettre en œuvre de manière efficiente les investissements internes et externes dans le secteur éducatif afin de réduire les disparités entre les sexes. L'une d'entre elle est résumé dans le programme " Centres d'Excellence FAWE- Modèle qui intègre le genre" Le Sénégal a pris part, dans l'organisation le 19 Avril 1996 à Dakar. Au niveau du pays, la structure intervient dans le Moyen Secondaire. C'est ainsi qu'en 1999, il démarre la phase pilote du programme au CEM Grand Diourbel.

Le FAWE vise à :

- ❖ Influencer la formulation et l'adoption de politiques éducatives relatives à l'instruction des filles, en vue de promouvoir l'accès, le maintien et les performances des filles dans le système scolaire ;
- ❖ susciter, par le plaidoyer, l'éveil de conscience et le consensus du public sur les avantages sociaux et économiques de l'éducation des filles ;
- ❖ entreprendre et soutenir des programmes de démonstration par des interventions sur les terrains dans le but de favoriser la participation des filles à l'éducation ;
- ❖ habiliter les filles, par l'éducation pour une participation efficace à la création d'une société équitable ;
- ❖ nouer et entretenir le partenariat avec les gouvernants, les donateurs, les universités, les ONG, les communautés et les autres partenaires du secteur éducatif, pour mieux asseoir les programmes mis en œuvre pour réformer l'éducation ;
- ❖ enfin, le FAWE vise à renforcer les capacités organisationnelles, pour une meilleure politique de promotion de l'éducation des filles.

L'ensemble de ces actions se retrouve dans les composantes suivantes :

La chaîne de tutorat ;

la cellule « Documentation/Information » ;

la cellule « Ecoute/conseil/Orientation » ;

la cellule « Sauvegarde de l'Environnement et Education à la Paix, à la Citoyenneté et aux Droits Humains » ;

la cellule « Sciences et Technologies ».

### **IV-3- L'USAID**

A coté de ces interventions d'autres types d'appui sont formulés entrant toujours dans la même logique de promotion de l'éducation des filles. Il s'agit de l'USAID / Sénégal et Education qui, en 2000 a entrepris un plan intitulé Initiative en matière d'Education pour le Développement et la Démocratie connu sous l'acronyme EDDI. Ce plan assure à ses boursières des frais de scolarité, des livres et fournitures scolaires. Il leur offre également l'accès à Internet ainsi que des ateliers en renforcement de capacités pédagogiques et en leadership. L'USAID œuvre aussi à la construction d'infrastructures éducatives surtout en milieu rural et participe au recyclage des professeurs de l'enseignement public et privé. Dans le même sillage, il a paraphé deux accords de partenariat avec la Sonatel d'abord pour octroyer des bourses à 250 filles défavorisées, des bourses leur permettant de poursuivre leurs études dans de meilleures conditions ; ensuite avec Microsoft pour faciliter l'accès à l'Internet aux élèves et au corps enseignant.

### **IV-4- LA FONDATION PAUL GUERIN-LAJOIE DU CANADA**

La Fondation Paul Gérin-Lajoie, une organisation à titre non gouvernementale et sans but lucratif oriente sa mission dans la contribution de l'éducation de base des enfants dans les pays défavorisés et de sensibiliser les enfants des écoles primaires au Canada. Sa première intervention débute à Saint Louis en 1987 en appuyant deux écoles et un groupement de femmes pêcheurs. Leur programme comporte également un volet scolarisation des filles.



**TROISIEME PARTIE : LES  
DIFFICULTES DE POURSUITE  
SCOLAIRE**

## **TROISIEME PARTIE : LES DIFFICULTES DE POURSUITE SCOLAIRE**

Cette partie est consacrée à la présentation, à l'analyse et à l'interprétation des données empiriques. C'est également le lieu de confrontation de notre analyse théorique avec les données recueillies sur le terrain.

Elle comprend deux chapitres : le premier concerne l'identification des individus enquêtés. Il s'agit, pour chaque sous groupe, de montrer ses caractéristiques sociales. Dans le second chapitre, nous nous intéressons aux facteurs explicatifs des difficultés de maintien des filles dans le quartier Darou Salam.

### **CHAPITRE V : IDENTIFICATION ET PROFIL DES ENQUETES**

Dans notre étude nous avons ciblé deux types de populations : les parents habitant le quartier et les filles qui sont et/ou ont été à l'école élémentaire publique de Darou Salam. Ainsi, nous allons identifier chacune d'elles avant d'analyser les indicateurs de maintien qui sont les retards, les absences, les redoublements et les abandons. Même si la cible privilégiée reste les filles, il implique dans l'identification des parents, de faire une analyse en fonction des deux sexes pour essayer d'établir des tendances. Les comportements en matière de scolarisation peuvent, en effet, varier d'un genre à un autre. Ainsi, la rubrique identification des parents va comprendre les sections sur l'existence ou non d'une instruction et le niveau d'étude ainsi que de la catégorie socioprofessionnelle<sup>27</sup>. De plus ces paramètres peuvent apporter des informations supplémentaires sur le vécu scolaire des filles.

---

<sup>27</sup> Pour la classification de la catégorie socioprofessionnelle nous nous sommes inspirée de la Classification internationale type des professions du BIT dont la résolution a été mise à jour et adoptée le 06 Décembre 2007.

Certains éléments appartenant à la variable socioculturelle sont présentés afin de faciliter la comparaison entre les deux groupes de fille. Sachant que le deuxième groupe a seulement été soumis à un entretien afin de faciliter l'analyse des résultats du premier groupe.

### V-1 Profil des filles

Dans l'identification des filles, nous présentons le profil de celles qui sont toujours à l'école et de celles qui ont abandonné il y a 5ans au plus.

### V-2 Profil des scolarisées

Notre identification des écolières se fonde sur la variable niveau d'étude corrélé avec leur âge d'abord, puis avec la catégorie socioprofessionnelle de leurs parents.

**Tableau 8: Répartition de l'âge des écolières en fonction de leur niveau d'étude**

Age des filles	Niveau d'étude				Total	
	CM1		CM2			
9	<b>1</b>	<b>2%</b>	0	0%	1	2%
11	2	4,1	2	4,1	4	8,2
12	6	<b>12,2</b>	6	<b>12,2</b>	12	<b>24,5</b>
13	8	<b>16,3</b>	9	<b>18,4</b>	17	<b>34,7</b>
14	2	4,1	2	18,4	4	8,2
15	5	10,2	1	4,1	6	12,2
16	0	0	2	2	2	4,1
17	0	0	2	4,1	2	4,1
18	0	0	<b>1</b>	<b>4,1</b>	1	2
Total	24	49%	25	51	49	100

Source : enquête 2008

Le tableau montre que la plus grande partie de l'échantillon des filles a en moyenne, 13ans (34,7%) alors que la tranche d'âge normal pour le cycle élémentaire se situe entre 7-12ans. Donc la différence est de 10 points soit 24, 5% pour les filles ayant 12ans. Nous constatons aussi que la moitié de ce pourcentage se trouve encore au CM1. Par contre dans les deux bouts du tableau, nous notons des résultats assez frappants : l'âge le plus petit est 9ans, ce qui suppose que la personne à laquelle il correspond a dû bénéficier d'un jugement trop exagéré car un élève qui a cet âge en général, est au

niveau du cours élémentaire 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> année (CE1 ou CE2). Ce qui nous permet d'avancer cette idée est que, durant notre phase de terrain, les enseignants ont beaucoup soulevé cet aspect du fait que de nombreuses écolières de Darou Salam sont confrontés à des problèmes d'Etat Civil. Ces difficultés vont jusqu'à obliger certaines filles à reprendre la même classe parce qu'elles n'ont pas suivi les évaluations, ou tout simplement à abandonner. C'est le cas de A. Niang : *j'ai dépassé l'âge normal pour faire l'examen d'entrée en sixième. Au moment de l'enregistrement des candidats, le directeur m'a demandé de trouver une pièce d'Etat Civil avec un âge qui me permettra de faire le concours mais j'ai dépassé le délai du dépôt et il m'a dit de rester parce que sans cela je ne pourrais pas faire l'examen. Par conséquent je me suis découragé et j'ai abandonné.*

L'autre âgée de 18ans est également dans le cas pareil car à cette période la vie, elle devait se retrouver au cours Moyen ou au Secondaire. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'elle est entrée très tardivement à l'école et/ou elle a eu beaucoup de retard durant son cursus.

Ce phénomène est lié également à l'historique de l'installation de l'école dans le quartier. En effet, lors d'un entretien avec la responsable de la cellule Scofi à Thiès, elle nous a expliqué les conditions de recrutement des élèves. Ces derniers et leurs parents étaient réticents à l'idée de fréquenter l'établissement qui enregistrait beaucoup d'insuffisances. Il a fallu faire le porte à porte pour convaincre les parents d'inscrire leurs enfants notamment les filles puisque cette démarche entraine dans la logique de massification des effectifs féminins à l'école. Du coup les questions d'Etat Civil étaient reléguées au second plan, l'urgence étant d'avoir le maximum de filles inscrites possible.

Il existe trois cas de figure à partir desquels, on peut parler de jugement/

- lorsqu'on attribue un acte à une personne qui ne connaît pas, avec précision, sa date de naissance. Elle peut bénéficier d'un jugement en étant enregistré dans l'Etat civil. On parle alors d'un jugement "supplétif"<sup>28</sup> d'acte de naissance.

---

<sup>28</sup> Un jugement supplétif est une décision émanant d'un tribunal destinée à remplacer un acte authentique, soit pour des raisons de perte, soit d'omission.  
[WWW.juritravail.com/lexique/supplétif](http://WWW.juritravail.com/lexique/supplétif)

- Quand le bureau qui établit l'Etat Civil constate, éventuellement, des archives perdues ou détruites.
- Quand une personne dépasse l'âge requis pour être admis à un examen, ou pour postuler à un emploi, il peut aussi jouir d'un jugement de naissance.

Dans tous les cas, le jugement est attribué de deuxième naissance, du moins dans le langage courant sénégalais.

Les origines sociales de l'enfant constituent un indicateur clé dans l'analyse de la question éducative. C'est pourquoi nous cherchons, dans les deux tableaux suivants, l'appartenance à la catégorie socioprofessionnelle des parents des filles interrogées. De plus, nous avons posé, dans notre deuxième hypothèse spécifique, que le faible niveau économique du ménage, déterminé par la profession des parents, affecte, d'une certaine manière, le maintien des filles.

**Tableau 9 : Répartition des écolières en fonction de la catégorie socioprofessionnelle de leur père**

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs	Pourcentage
Inactifs	<b>8</b>	<b>16,3</b>
Prof services part.	<b>13</b>	<b>26,5</b>
Profs intellectuelles	<b>1</b>	<b>2,0</b>
Militaire	4	8,2
Agriculteurs, ouvriers.	5	10,2
Métier qualifié de l'artisanat et de l'Industrie	3	6,1
Conducteurs, Install. Mach. ouvriers	6	12,2
Employés de type administratif	7	14,3
Prof intermédiaire	2	4,1
Total	49	100,0

Source : enquête 2008

La lecture de ce tableau nous montre qu'un peu plus du quart de l'échantillon des pères des filles sont dans les secteurs des services (26,5%) correspondant au niveau cinq (5) de la nomenclature. Ceci traduit qu'ils ont un niveau d'étude relativement moyen, pour ce qui concerne, en tout cas, les parents de catégorie masculine. Ils sont généralement dans le secteur dit informel notamment dans la vente, le gardiennage, le commerce etc. D'ailleurs, nous n'avons qu'une très faible proportion (2%) de parents

qui occupent les professions intellectuelles (enseignement, corps médical). Nous notons également, dans le tableau, que 16,3% des répondants sont dans la catégorie des inactifs. Nous entendons ici par inactifs ceux qui n'ont aucune activité professionnelle ou qui sont en retraite.

Cette situation de faible niveau sociale se répercute sur l'économie du ménage et sur la scolarité des enfants. Ainsi, si les frais de scolarité ne peuvent pas être assurés pour tous les enfants, les parents opèrent, parfois, des choix souvent défavorables aux filles et accordent le privilège aux garçons.

Etant donné que l'éducation des enfants est généralement sous la responsabilité de la mère, les connaissances et capacités de celle-ci influent donc, sans doute, sur leur scolarité. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur la situation socioprofessionnelle de la mère.

**Tableau 10: Répartition des écolières en fonction de la catégorie socioprofessionnelle de leur mère**

Catégories socioprofessionnelles	Fréquences	Pourcentage
Inactifs	<b>16</b>	<b>32,7</b>
Prof. Services directs aux particuliers	<b>32</b>	<b>65,3</b>
Employés de type administratif	1	2
Total	49	100

Source : enquête 2008

Comme la situation observée ci-dessus, ce tableau révèle aussi une faible représentation des mères dans les emplois de type administratif : 2% seulement. Certaines sont plus présentes, tels les parents masculins, dans le commerce et la petite vente (plus de 65,3%). La moitié des filles interrogées disent que leur mère est vendeuse. D'autres, (+de 32%) n'ont, par contre, comme occupation la gestion du foyer. En effet, avec une absence d'instruction ou un faible niveau d'étude (plus de la moitié de l'échantillon ont un niveau d'étude primaire : cf. tableau12), ces mamans ne possèdent pas beaucoup d'opportunités pour travailler dans des domaines importants et avoir des revenus acceptables. Comme le montre BOUDON dans l'inégalité des chances (1973), moins le niveau d'instruction de l'individu est bas, moins il a des chances de parvenir à un statut social élevé, d'exercer une profession prestigieuse et bien rémunéré. De plus, de nombreuses études (LE PAPE et VIDAL 1987), (GERARD 2001) ont montré que la détention du capital scolaire et économique, par héritage, est

très déterminante dans le parcours scolaire des enfants «*les systèmes scolaires sont très sélectifs en termes d'accès (de coût) et de progression, d'un niveau scolaire à l'autre, ces systèmes privilégient « naturellement » ceux qui maîtrisent les instruments essentiels de cette progression, autrement dit le capital culturel et le capital économique*». Au regard de ce qui précède nous pouvons dire que l'origine sociale influe beaucoup sur la scolarisation des enfants en général et des filles en particulier surtout lorsque c'est la mère, responsable de l'éducation dans le ménage qui en dispose.

### V-3 B Profil des filles ayant abandonné

Ce profil concerne les 07 filles de l'échantillon qualitatif. Nous les avons choisis au moment de constituer notre base de sondage de l'enquête quantitative. Dans l'impossibilité de choisir des filles au hasard sans savoir leur statut, nous nous sommes appuyée sur cette base pour savoir qui était inscrite durant les 5 dernières années et qui ne figure plus sur la liste de l'année en cours. Nos traits d'identification sont l'âge, la dernière classe fréquentée avant ou moment de l'abandon, la catégorie socioprofessionnelle des parents.

**Tableau 11 : Identification des filles qui ne se sont pas maintenues**

Age		Dernière classe fréquentée avant l'abandon	Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle de la mère
<b>E 1</b>	15	CM1	Inactifs	PSDP
<b>E 2</b>	15	CM2	PSDP*	PSDP
<b>E 3</b>	14	CM2	Employé de type administratif	Employé de type administratif
<b>E 4</b>	14	CM1	PSDP	PSDP
<b>E 5</b>	14	CM1	Inactifs	PSDP
<b>E 6</b>	15	CM2	Inactifs	PSDP
<b>E 7</b>	17	CM1	Electricien	PSDP
<b>Total</b>	<b>07</b>	<b>07</b>	<b>07</b>	<b>07</b>

\*PSDP= profession des services directs aux particuliers

\*E 1= enquêtée 1

Sur les sept (07) filles interviewées, trois (03) sont âgées de 14ans, trois (03) autres de 15ans et une 5 (01) fille de 17ans. Leurs parents sont majoritairement dans les professions des services (vente maçonnerie, métiers de l'artisanat). Une seule fille a des parents appartenant à la catégorie des employés. Elles ont à peu près les mêmes

caractéristiques que les filles scolarisées. Elles se situent dans la même tranche d'âge et leurs parents ont des niveaux professionnels relativement assez identiques. Certaines ont quitté l'école en Cours Moyen 1 ère année (CM1). Les autres ont abandonné au courant de leur année d'examen d'entrée en 6ème. Les raisons de l'abandon sont évoquées dans la section analyse du maintien.

Après l'identification des filles, nous poursuivons avec celle des parents.

## V- 5 Profil du parent enquêté

Pour identifier les parents, nous avons considéré les variables suivantes : l'existence ou non d'une instruction, le niveau d'étude et la catégorie socioprofessionnelle. Ces paramètres nous permettent de comprendre comment leurs statuts social et économique déterminent leur chance de maintien.

**Tableau 12 : Sexe du parent en fonction d'une existence ou non d'instruction**

Sexe du parent	Existence ou non d'instruction		
	Oui	Non	Total
Masculin	37	1	38
Féminin	27	13	40
Total	64	14	78

Source : enquête 2008

Dans notre analyse il est important pour nous de connaître les caractéristiques des parents pour avoir la possibilité de décliner le profil des élèves notamment pour ce qui concerne leurs origines sociales. L'examen du tableau nous permet de voir que plus de 57% de la population masculine ont reçu une instruction contre 42, 2 % des parents de sexe féminin. Par contre dans la négative, la quasi-totalité des enquêtées disent ne pas avoir reçues une instruction ou sont alphabétisées. Par contre, 7,1% seulement disent être sans instruction. Cette situation révèle encore le phénomène de la sous scolarisation féminine. Pourtant, il est démontré (NDOYE 2006), (DIAGNE ,2007) que l'instruction des parents, notamment, celle de la mère a un effet positif sur l'éducation des enfants, sur la famille et la société, dans la mesure c'est elle qui a la charge de l'éducation des enfants. Son appui pédagogique et/ou affectif augmente leurs chances

de rendements scolaires. Elle est encore plus importante pour la fille dont le premier modèle est la mère.

Nous avons également voulu analyser l'impact du niveau d'instruction des parents sur la scolarité des filles. Cet indicateur est représenté dans le tableau ci-dessus.

**Tableau 13: Sexe du parent en fonction de son niveau d'étude**

Sexe du répondant		Niveau d'étude				Total
		Primaire	Moyen	Secondaire	Supérieur	
Masculin	Effectif	4	5	5	5	19
Féminin	Effectif	16	5	0	1	22
Total		20	10	5	6	41

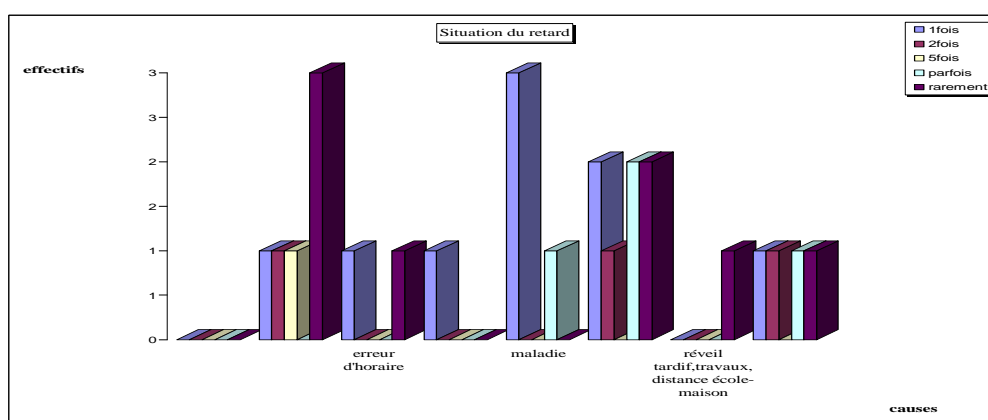
Source : enquête 2008

Le niveau d'instruction des parents est un indicateur non négligeable dans l'analyse de l'apprentissage des enfants. Nous constatons que 80% des parents de sexe féminin ont un niveau primaire contre 20% des hommes. Le pourcentage est le même pour les deux sexes dans le cycle moyen. Par contre aucun parent femme n'a un niveau secondaire. Elles sont faiblement représentées dans les études supérieures (16, 7% et 83,3% respectivement pour les femmes et les hommes). Ce faible niveau d'instruction de la mère influe beaucoup sur la scolarisation de la fille. En effet, BOURDIEU montre, dans les *Héritiers* (1964), que les perceptions de trajectoire scolaire sont différentes selon qu'on est fils d'un cadre supérieur ou fils d'un ouvrier car le premier, en plus d'avoir une chance sur deux de suivre des études supérieures, trouve dans son environnement l'héritage nécessaire pour suivre l'exemple de ses parents. Toutes choses étant égales par ailleurs, une fille ayant une mère scolarisée et un niveau d'étude avancé a plus de chances d'être inscrite, de rester à l'école et de continuer ses études qu'une autre qui n'a pas ces dispositions. Aussi, avec un faible niveau d'étude, une mère ne pourra pas assurer comme il se doit le suivi et l'encadrement scolaire de ses enfants à moins de leur payer des cours de renforcement pédagogique ce qui n'est pas une chose aisée pour tous les parents. D'ailleurs toutes les filles interrogées à l'exception de deux disent être encadrées à la maison par leur frère, leur sœur ou un ami de la famille. D'où l'importance de multiplier les programmes de renforcement pédagogique initié par le comité dans ses stratégies de promotion de l'éducation des filles.

## V-6 analyse des facteurs de maintien

L'analyse du maintien revoie au déroulement normal de la scolarité de l'élève. Il s'agit de voir avec quelle assiduité il suivait ses cours et les raisons de leur perturbation. Il y a quatre indicateurs de mesure : les retards, les absences les redoublements et les abandons.

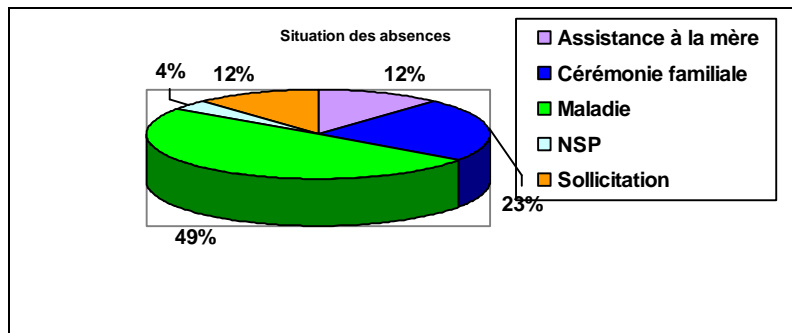
**Graphique 1 : Situation des retards**



Source : enquête 2008

Les retards sont un des obstacles à la rétention des filles à l'école. Ils sont principalement causés par le réveil tardif (7cas), la distance entre l'école et la maison (6) les travaux domestiques et l'autre type de sollicitation (4) etc. Sur les 49 filles interrogées, 9 affirment être arrivées au moins une fois en retard, le plus souvent à cause d'une sollicitation soit le 1/3. Tandis que les autres motifs de retard sont le réveil tardif (14%), l'éloignement de l'école d'avec la maison (12,24%). Le retard en tant que tel n'est pas un problème mais si on se réfère au tableau nous voyons nettement que c'est lié généralement aux comportements stéréotypés à l'égard de l'éducation des filles. En effet, la plupart des filles interrogées disent qu'elles arrivent en retard parce que les travaux de la veille les ont fatigués au point de ne pas pouvoir se réveiller très tôt. Parfois aussi, c'est leur maman qui leur demande de faire telle ou telle chose avant de partir à l'école. La fréquence des retards peut avoir un effet négatif sur le parcours scolaire de la fille dans la mesure où ils entraînent des insuffisances de performances et l'élève qui les subit n'est pas à jour comme ces autres camarades. Par conséquent, les risques de redoublement semblent inévitables.

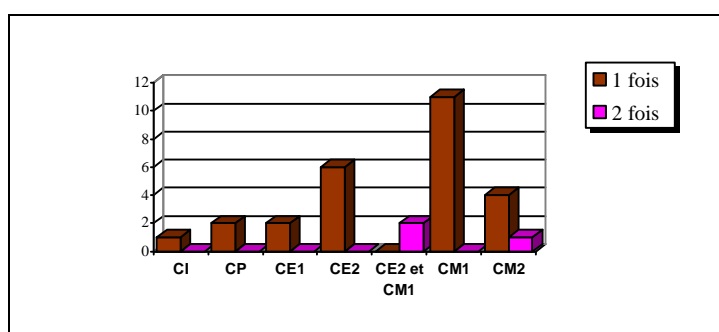
## Graphique 2 : Situation des absences



Source : enquête 2008

La situation des absences occupe une place importante dans l'analyse du maintien. Celles-ci peuvent être comme les retards et redoublements répétés, un obstacle à la rétention des filles à l'école. Nous constatons dans ce graphique, que la principale cause d'absence est liée à la maladie (13cas). Ensuite les autres raisons d'absences sont liées soit à la participation à des cérémonies familiales (décès d'un parent, baptême... pour les types de cérémonies enregistrés dans l'étude), soit à une sollicitation dans la maison (surveillance de l'enfant, commission), soit l'assistance à la mère. Les enseignants se plaignent d'ailleurs souvent de ce manque d'assiduité des filles : *c'est parfois en plein cours ou lors de la récréation qu'une maman vient te dire de libérer sa fille parce qu'elle a besoin de l'envoyer ou qu'elle l'attend* dit M. Ngom enseignant en classe de CM2. Les propos de A. MB confirment cette confession: *un jour ma sœur était absente, ma mère devait sortir alors elle m'a suggérer d'aller demander à mon maître de m'accorder le reste de la journée pour préparer le déjeuner et faire la vaisselle l'après midi*. Ces paramètres ne sont pas les seuls éléments explicatifs du manque d'assiduité des filles à l'école car la cotisation à la coopérative oblige quelque fois les filles à rester chez elle même si dans les discours, les autorités vantent la gratuité de l'enseignement primaire.

**Graphique 3 : Situation du redoublement**



Source : enquête 2008

Le Gouvernement du Sénégal, dans le cadre de la phase de son Programme de l'éducation et de la Formation (PDEF) a supprimé le redoublement au cours de la première année de chaque étape dans l'élémentaire (DIAGNE, 2007 :5). Cette politique est mise en œuvre dans le but de réduire le maximum possible les taux de redoublement. Ainsi, le passage automatique est une des stratégies de lutte contre les déperditions d'effectif scolaires. Toutefois il comporte des revers car les élèves cumulent les lacunes au fur et à mesure qu'ils se hissent dans les niveaux supérieurs. Et c'est souvent dans les classes préparatoires (CE2 et CM1) que les redoublements s'intensifient. Car c'est à ce niveau que les choses sérieuses commencent. Nous remarquons que c'est au cours Moyen 1<sup>ère</sup> année que les filles redoublent le plus. Les 53% de l'échantillon ont au moins redoublé une fois dont, environs (22%) en CM1, 12% en CE2 et 8% en CM2. Le double redoublement n'est pas assez fréquent mais représente quand même 4% et cela se passe dans deux niveaux successifs (CE2 et CM1).

Le phénomène du redoublement peut être interprété comme une baisse de motivation ou un manque d'intérêt des filles pour les matières enseignées surtout lorsque ces dernières manquent de "capital scolaire". De même les filles interrogées manquent souvent de suivi et d'encadrement pédagogiques du fait soit de l'analphabétisme de leurs parents surtout la mère (cf. tableau sur l'existence ou non de l'instruction), ou leur de leur faible niveau d'étude, soit d'une opportunité d'avoir un répétiteur à domicile. Les rares filles qui sont suivies disent être aidées par un ami de la maison ou dans le voisinage. L'enquête nous a révélé également que le poids des travaux ménagers a un impact sur leurs performances dans la mesure où elles ne trouvent pas assez de temps pour réviser leurs cours. Ces indicateurs, ont été utilisés par NDOYE (2006) dans son étude sur «engagement des mères et réussite scolaire des filles

au Sénégal ». Ainsi, selon le degré d'implication de la mère sur son instruction, en termes d'allègement des travaux domestiques, de suivi etc., la fille a plus de chance de réussite qu'une autre.

En somme le redoublement est déterminant dans le maintien des filles à Darou Salam et s'il se répète peut ralentir leurs parcours scolaire. En même temps elles prennent de l'âge et se rapprochent de plus en plus à la période pubertaire. A ce stade, il n'est pas évident pour une fille de continuer ses études.

#### **Tableau 14: Situation de l'abandon**

L'abandon est un paramètre de l'analyse du maintien. Cependant il ne concerne que les filles ayant quitté l'école sans avoir terminer leur cycle primaire complet. Donc, la question ne pouvait pas s'adresser aux filles qui se sont maintenues. Le paragraphe suivant est le résultat des entrevues sur l'abandon car nous les avons identifié dans la première section.

Abandon	Causes qui ont entraîné l'abandon
E1	Manque de fournitures scolaires et de supports didactiques
E2	Problème d'Etat civil
E3	Manque d'intérêt pour l'école
E4	Manque d'intérêt pour l'école
E5	Longue absence pour cause de maladie
E6	Manques de fournitures scolaires et de supports didactiques
E7	Manque d'intérêt pour l'école

Nous pouvons à partir du tableau que l'abandon est causé en général, par des raisons économiques et sociales. En effet deux filles confient que leur véritable motif de démission scolaire a été les difficultés d'accès aux matériels didactiques. M. D et A. MB sont concernées par ces facteurs. M. D : *«mon père m'assurait toutes mes fournitures scolaires avant, mais il est parti en retraite au début de ma classe de CM2. Je manquais souvent d'outils scolaires et mon père ne peut plus me l'assurer. Finalement j'ai eu pitié d'eux et j'ai laissé »* pour faire la domestique et aider mes parents surtout ma mère qui rencontre beaucoup de problèmes pour nous entretenir. C'est le même son de cloche fournit par A. MB. Nous avions dit dans notre présentation

du cadre d'étude que le quartier est caractérisé par une certaine pauvreté. Celle-ci diminue les chances de maintien des filles qui se recycle dans le travail domestique.

Les autres raisons d'abandon sont liées au manque d'intérêt pour l'école. Celui-ci peut provenir du cadre familial qui est déterminant dans le déroulement de la scolarité des enfants (NDIAYE, 2004), DIAGNE (2007). Si l'encadrement et le suivi ne sont pas assurés et que l'enfant au retour de la maison est déconnecté de tout ce qui a trait avec l'école il peut arriver qu'il se désintéresse des études. M. P. SY nous explique les raisons de son décrochage : *c'est au niveau du CE2 que j'ai commencé à avoir des difficultés car je ne sais même pas lire correctement un texte et j'ai du mal à retenir mes leçons et je ne dispose pas d'encadrement. Finalement j'ai conclu que je n'avais pas des dispositions pour faire des études et j'ai abandonné* (en classe de CM1).

Le problème d'Etat Civil que nous avons mentionné un peu plus haut constitue aussi, dans ce contexte, une cause de décrochage.

Dans nos indicateurs nous avons retenu le confiage mais ce phénomène n'est pas observé dans notre étude car toutes les filles interrogées, que cela soit dans les questionnaires ou les entretiens habitent chez leurs parents.

## CHAPITRE VI : LES FACTEURS SOCIOCULTURELS ET ECONOMIQUES

Nous nous sommes intéressée aux déterminants socioculturels et économiques pour appréhender les facteurs qui affectent le maintien des filles à l'école de Darou Salam. Nous avons recueilli un certain nombre d'informations relatives à l'environnement familial dans ses caractéristiques globales. Ces éléments permettent de déterminer leurs conditions d'étude et les comportements de leurs parents par rapport à leur scolarité.

Seront pris en compte : leur participation à l'activité domestique, les perceptions de leurs parents sur la scolarisation des filles pour voir s'il a une certaine influence sur leur chance de maintien.

**Tableau 15: Répartition des travaux exécutés par les filles en plus de l'activité scolaire**

Différents travaux exécutés		Fréquence	Pourcentage%
	1	1	2,0
	13	1	2,0
	123	1	2,0
	125	2	4,1
	135	8	16,3
	1235	30	61,2
	12345	1	2,0
	12356	4	8,2
	12358	1	2,0

Source : enquête 2008

Pour éviter de surcharger le tableau, nous avons codé chaque tâche par un numéro. Ainsi, chaque numéro correspond à un type d'activité domestique et chaque nombre représente la quantité de travail fourni par la fille à la maison. Par exemple, le nombre 13 renseigne que la fille fait le ménage et la vaisselle comme travaux. Les différentes tâches sont listées dans l'encadré ci-dessous.

- |                              |
|------------------------------|
| 1 = Ménage                   |
| 2 = Cuisine                  |
| 3 = Vaisselle                |
| 4 = Corvée d'eau             |
| 5 = Laver le linge           |
| 6 = Surveillance des enfants |
| 7 = Petit commerce           |
| 8 = Autre                    |

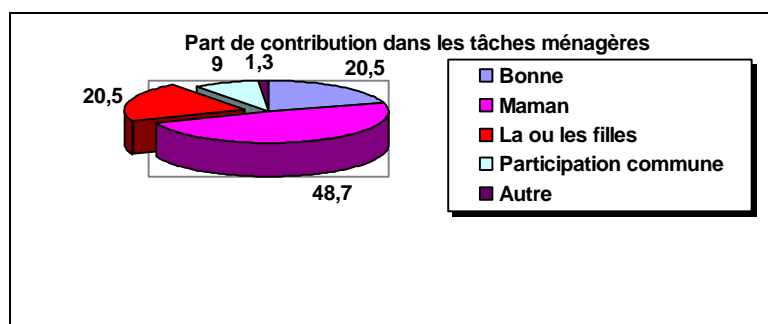
Dans notre étude, nous avons voulu déterminer le volume des tâches accomplies par les jeunes filles en plus de leur travail scolaire. Les travaux pour lesquels on sollicite les filles sont le ménage, la vaisselle, la cuisine, la lessive principalement. La corvée d'eau est rare parce que les ménages sont de plus en plus dotés de robinets. Ce qui est une décharge et pas des moindres pour les filles. Cependant l'autre fait marquant est le cumul des activités domestiques exercées par ces dernières. Même si elles sont sollicitées davantage les week-ends et/ou durant les congés scolaires, bon nombre d'entre elles soutiennent être obligées de s'acquitter de ces travaux avant d'aller à l'école ou au retour à la maison. C'est ainsi que 61% de l'échantillon font en même temps le ménage, la cuisine, la vaisselle et le linge. Cette surcharge de travail peut avoir des répercussions négatives sur la performance des filles et par voie de conséquences sur leurs chances de progresser à des niveaux supérieurs dans la mesure où elles ne trouvent pratiquement pas le temps de faire leur révision. De plus ces travaux ne se limitent pas à la sphère familiale puisque pendant les vacances scolaires certaines d'entre elles monnaient leur force de travail dans les ménages périphériques pour augmenter le revenu familial ou pouvoir assurer les frais de scolarité et l'habillement à la prochaine rentrée. A. Mb, une fille de 15ans a abandonné ses études. Elle travaillait comme domestique durant les grandes vacances scolaires pour payer certaines de ses fournitures scolaires et pour acheter des vêtements. Cette activité a fini par prendre le dessus sur ses études.

C'est la raison pour laquelle le Directeur Général de l'Unesco, disait lors de la Cinquième conférence régionale sur les femmes que *l'éducation et la responsabilisation des filles et des femmes sont un moyen sûr de les préparer à devenir des partenaires au développement. mais il ne suffit pas de les faire accéder à l'éducation non formelle, il*

*faut des mesures d'accompagnement leur permettant de rester à l'école et d'assurer leur apprentissage*<sup>29</sup>.

Le volume de travaux exercés par les filles nous permet de mesurer leur part de contribution dans les tâches ménagères représentée dans le graphique suivant.

**Graphique 4: Part de contribution dans les tâches ménagères**



La division du travail entre dans le processus de socialisation où la communauté assigne à chacun des rôles (BOUDON et BOURRICAUD, 1982 : 187). C'est à travers cet apprentissage que l'enfant construit son identité sociale, devient un membre autonome de son groupe d'appartenance et à travers lui de la société toute entière. C'est dans la famille où débute ce processus qui s'exerce différemment selon les sexes. Et c'est à la femme que revient le rôle de reproduction sociale. Ainsi, l'initiation des filles aux tâches domestiques est un moyen de les préparer à leurs futurs rôles de femmes. D'ailleurs la maîtrise de ces travaux suppose, pour certains, l'affirmation de leur féminité. Ainsi les filles participent d'une manière ou d'une autre à l'entretien de la maison comme la bonne ou la maman.

Dans cette répartition, la part de contribution de la mère bat le record puisque c'est elle accomplit presque la moitié des tâches domestiques (48%). Ce fait semble assez logique par rapport à notre contexte socioculturel où ces rôles sont assignés à la mère encore que cette surcharge de travail l'empêche aussi de s'adonner à des activités économiques plus rentables et valorisées. En Effet, au Sénégal, il est rare de voir un homme s'occuper à l'entretien de sa maison surtout s'il est marié car il considère que ce rôle revient à la femme gardienne du foyer.

<sup>29</sup> UNESCO, L'éducation des filles et des femmes : par delà l'accès, contribution de l'Unesco à la Cinquième Conférence régionale sur les femmes, Dakar, Sénégal, 16-23 Novembre 1994.

Pour nous ici, ce qui nous intéresse le plus est le paradoxe qu'il y a entre la part contribué, dans ces travaux, par les filles scolarisées et celle des employées de maison. En effet, toutes deux participent au même degré (21%) alors que pour les deuxièmes cela constitue leur gagne pain. Les filles par contre en plus de passer des heures dans les salles de classe et devant leurs manuels, doivent jouer le rôle de "mère bis" (NYELENI, 2003 : 14) avant de partir pour l'école ou au retour à la maison (cf. tableau précédent). Cette sollicitation permanente peut susciter en elles l'idée que la vraie valeur d'une femme réside dans sa capacité à bien tenir un foyer à l'image de F. Thiam dont le souci est d'apprendre "les rôles de femme", même si elle prétend être encore intéressée par l'école,. Elle nous confie : *je n'ai pas abandonné pour des problèmes de fournitures ou de coopérative mais je suis arrivée à un moment où je me suis dit qu'il vaudrait mieux laisser les études car je ne veux pas gaspiller l'argent de mon père.* Elle poursuit arguant qu'elle *veut apprendre à bien tenir un foyer. Je ne fais rien à la maison surtout lorsque je fais mes révisions car mes sœurs refusent alors que j'ai besoin, en tant que fille, d'apprendre ces rôles, d'ailleurs je vais essayer de m'intéresser à la couture à l'exemple de mes frères, ou à la coiffure comme ma tante qui réussit bien dans ce métier.* Il est clair que cet enfant évolue dans un milieu où l'école n'est pas au centre des préoccupations de la famille et comme l'environnement familial est indissociable aux conditions d'étude celui-ci agit sur les motivations de l'apprenant. BOURDIEU et PASSERON montrent dans *Les Héritiers* (1964) comment la position sociale des parents constitue un héritage pour les enfants.

**Tableau 15: Décision de scolarisation en fonction du sexe du répondant**

Décision de scolarisation	Sexe du parent		
	Masculin	Féminin	Total
Garçon	20	18	38
Fille	7	12	19
Le ou la plus apte	11	10	21
Total	38	40	78

Source : enquête 2008

Dans ce tableau, le prétexte est de voir si le choix de mettre le garçon ou la fille à l'école varie en fonction du sexe du parent. L'examen des résultats nous révèle que l'appartenance à l'un ou à l'autre sexe détermine encore la décision des parents d'envoyer leur garçon ou fille à l'école. Car 52,6% des parents de sexe masculin optent pour le garçon contre 45% des parents femmes soit une différence de 7,6. Pour le choix

opposé, les femmes sont plus favorables aux filles que les hommes (respectivement 30% et 18,4%). Par contre les effectifs sont relativement les mêmes selon le sexe dans le choix d'opter en fonction des aptitudes de l'enfant. Il s'avère que la pratique de scolarisation repose sur de nombreux paramètres que les parents prennent en compte au moment d'amener leur enfant à l'école. Par exemple la fille est gage des rapports matrimoniaux et donc destinée à être prise en charge quoi qu'il arrive ce qui n'est pas le cas pour le garçon.

**Tableau 17: Décision de scolarisation en fonction d'une existence ou non d'instruction**

Décision de scolarisation	Existence ou non d'instruction		
	Oui	Non	Total
Garçon	34	4	38
Fille	12	7	19
Le ou la plus apte	18	3	21
Total	64	14	78

Source : enquête 2008

Comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, la décision de scolarisation peut être déterminée par le niveau d'instruction des parents. Dans ce tableau, 53% des parents qui disent avoir reçu une instruction préfère scolariser leur garçon contre 18% qui optent pour la fille alors que 28% fondent leur choix sur les aptitudes et les capacités de leurs enfants. Ce phénomène traduit la survivance de certains stéréotypes sexistes de la part des parents qui trouvent plus rentable d'investir dans l'éducation du garçon que celle de la fille qui, dans leur logique, sera prise en charge d'une manière ou d'une autre. Le rôle de reproduction sociale attribuée à la fille réduit ses chances face à celles du garçon. Ainsi, les parents implicitement entretiennent la situation de dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme. Ils exposent leurs raisons dans le tableau suivant.

**Tableau 18 : Choix de scolarisation et raisons du choix**

Justification du choix	Choix de scolariser une fille ou un garçon			Total
	Garçon	Fille	le ou la plus apte	
Choix fondé sur les aptitudes et capacités	0	0	20	20
fille plus encline à aider ses parents et plus apte à étudier que travailler	0	6	1	7
L'instruction est plus indiquée pour le garçon	12	0	0	12
le garçon n'aime pas les études	0	1	0	1
Possibilités pour le garçon d'apprendre un métier	0	12	0	12
Prise en charge destinée à la femme, l'homme futur responsable	26	0	0	26
Total	38	19	21	78

Source : enquête 2008

Selon GERARD, 2001 :70), la mise à l'école se fait par calcul suivant les moyens dont disposent les parents et les résultats qu'ils y attendent. Autrement dit, la décision de scolarisation obéit à une certaine rationalité développée par les parents. C'est ainsi que dans ce tableau, nous remarquons que la majorité des répondants (32%) favorisent plus l'éducation des garçons que celle des filles. Cela à cause, avancent-ils des responsabilités futures qui incombent à l'homme (rôle de chef de famille). En effet, l'on considère généralement, à tort ou à raison que c'est l'homme qui doit bénéficier plus d'opportunités afin qu'il puisse assumer son rôle de pourvoyeur de la famille.

Il faut dire que dans la culture africaine en général et sénégalaise en particulier, c'est l'homme qui théoriquement, prend en charge les besoins de sa famille même si dans la réalité ce rôle est beaucoup plus assuré par la femme.

Pour d'autre, l'instruction est, à leurs yeux plus indiquée chez le garçon que la fille pour les supposés risques de perversion. Comme le souligne GAMLI et ATINHOUNNON (2002) à l'instar de LANGE (1998), *les parents sont tentés de penser que la scolarisation d'une fille constitue un élément perturbateur d'un certain ordre établi car une fille scolarisée est moins soumise aux décisions de ses parents concernant son avenir qu'une autre qui n'a pas fréquenté l'école* (GAMLI et ATINHOUNNON, 2002 :20).

Aussi, en dépit de l'importance reconnue de l'éducation des filles dans la société, nous avons constaté durant notre enquête que certains parents préfèrent encore l'ancienne formule qui consiste à confier l'éducation de leur filles à la famille et à la communauté comme c'est le cas de S : *je préfère garder ma fille à mes cotés ainsi je pourrai la contrôler et lui donner l'orientation que je désire*. Il faut signaler que le quartier n'est pas encore totalement affranchi de sa ruralité et il n'est pas parfois évident pour une famille conservatrice d'abandonner aussi facilement ses croyances et valeurs.

Comme DIAGNE l'a dit (2007) à la suite de YARO et PILON (2001) l'offre d'éducation ne suffit pas pour atteindre l'éducation universelle. C'est vrai qu'il est important pour l'avenir d'une jeunesse de bénéficier d'enseignement en quantité mais les politiques doivent aussi se focaliser davantage sur les caractéristiques économiques et sociales -composantes de la demande d'éducation- qui conditionne dans une certaine mesure la réussite de l'objectif d'universalisation de l'instruction.

## CONCLUSION GENERALE

Dans notre étude nous avons voulu appréhender les déterminants socioculturels et économiques qui affectent le maintien des filles à l'école élémentaire dans le quartier Darou Salam. En effet, la scolarité des ces dernières rencontrent encore des obstacles même si d'énormes efforts ont été réalisés dans ce sens. Nous avons consulté une bibliographie composée de rapports nationaux et internationaux, d'analyses sociologiques, de revues d'articles, des mémoires et thèses qui sont se intéressés à l'éducation des enfants en général et celle des filles en particulier. Cet état de connaissances nous a permis de découvrir les approches théoriques développées sur le domaine de l'éducation. Il existe des approches économiques et des approches sociologiques. Nous avons emprunté les théories de reproduction sociale et d'inégalités des chances pour fonder notre hypothèse de recherche. Nous avons utilisé, pour faire ce travail, deux méthodes d'investigations : la méthode quantitative avec comme outil le questionnaire. Nous en avons conçu deux modèles appliqués à chacune de nos populations cibles : les parents du quartier et les filles inscrites en CM1 et CM2 de l'année en cours.

La méthode qualitative est utilisée en guise d'approfondissement de nos enquêtes quantitatives. Nous avons élaboré un guide d'entretiens administré aux filles qui ne se sont pas maintenues jusqu' à terme de leur cycle primaire. La phase empirique a validé notre hypothèse de recherche : les déterminants socioculturels et économiques sont les principaux facteurs explicatifs du maintien scolaire des filles à Darou Salam. Nos indicateurs de mesure étaient le niveau de vie économique des ménages, les conditions d'étude, les comportements des parents face à l'éducation de leur fille. Les résultats ont prouvé que Darou Salam n'est pas un cas isolé dans l'analyse du problème de l'instruction des filles. En effet certains parents (48,7%) préfèrent encore l'éducation du garçon à celle de la fille.

Les charges familiales (ménage, cuisine, commissions etc., pèsent sur le maintien des filles car 21% des tâches domestiques reviennent à la fille qui doit le cumuler avec ces études. Ce même volume de travail est accompli par la bonne qui l'a choisi comme métier.

Les indicateurs de maintien-retards, absence, redoublements, abandon- affectent le maintien des filles du quartier et trouvent leurs origines dans les comportements et perceptions des parents de l'instruction de la fille. Par ailleurs, l'autre fait constaté est le problème d'Etat-civil qui peut être n'est pas spécifique au quartier ni aux filles mais pèse beaucoup sur l'avenir scolaire des enfants. Ce constat nous amène à formuler les recommandations suivantes :

Les parents en particulier et les autorités en général gagneraient beaucoup à initier et/ou à renforcer la sensibilisation sur l'essence de déclarer son enfant ou en tout cas de l'enregistrer dans l'Etat civil car au-delà de la scolarisation, c'est leur identité et leur futur qui est en jeu.

Les politiques doivent également décentraliser leurs interventions à tous les niveaux de la hiérarchie sociale et augmenter, dans la mesure du possible, l'appui didactique et pédagogique et ce au plus méritants pour une meilleure efficacité de leurs actions.

Pour les limites méthodologiques de notre recherche, nous reconnaissons que certains documents répondraient plus à notre recherche que d'autres comme nous l'avons souligné dans la fin de notre revue de littérature. Des indicateurs comme l'ordre de revenus mensuel du parent nous aurait mieux aidés à mesurer le niveau de vie économique qui n'a pas été explicite dans notre travail. Nous avons pris conscience de cela bien après avoir effectué notre enquête de terrain mais parfois il est délicat de demander ce genre d'informations dans notre contexte. Par conséquent, nous avons du nous baser sur la profession donnée par le parent enquêté pour essayer de faire une analogie. Il y a également l'utilisation de certaines théories au détriment d'autres, là nous reconnaissons que cela été notre plus grande faiblesse dans cette étude. Toutefois, nous disons en guise de conclusion qu'aucun travail humain n'est parfait et que les critiques qui ressortiront de cette modeste étude nous aideront à nous améliorer car l'expérience qu'on y gagnera vaut plus que l'évaluation qu'on y portera.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Ouvrages généraux

BAUDELOT Christian et ESTABLET Roger, 1971, *L'école capitaliste en France*, Maspero, Paris.

BERTHIER Nicole, 2006, *Les techniques d'enquête en sciences sociales, méthode et exercices corrigés*, 3eme Edition, Armand Colin, Paris.

BISSILIAT Jeanne (sous la dir.), 1992, Relations de genre et développement, femmes et sociétés, Collection Colloques et Séminaires, Editions de l'ORSTOM, Paris.

BOUDON Raymond, 1973, *L'inégalité des chances*, Armand Colin, Paris.

BOUDON Raymond et BOURRICAUD François, 2004, Dictionnaire critique de la Sociologie, 7 ème Edition, PUF/ QUADRIGE, Paris.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean Claude, 1970, *La Reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Editions Minit, Collection Sens Commun.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean Claude, 1964, *Les Héritiers : les étudiants et la culture*, le Sens Commun, Paris.

BOWLES Samuel et GINTINS Herbert, 1976, *Schooling in capitalist American*, New York, basic books.

DEBLE Isabelle, 1980, *La scolarité des filles : étude internationale comparative sur les déperditions scolaires chez les filles et les garçons dans l'enseignement du premier et du second degré*, Unesco, Paris.

DURKHEIM Emile, 1997, *Education et Sociologie*, 6eme édition, Quadrige, Paris.

DURAND Jean Pierre et Robert WEIL, 2006, *Sociologie contemporaine*, 3<sup>ème</sup> Edition, Vigot, Paris.

GOMIS Souleymane, 2003, *La Relation famille école au Sénégal, le travail scolaire des enfants à Dakar*, l'Harmattan.

GRAWITZ Madeleine, 2001, *Méthodes des sciences sociales*, 11<sup>ème</sup> Edition Dalloz, Paris.

LANGE Marie France (sous la dir.), 1998, *L'école et les filles en Afrique, scolarisation sous conditions*, Ed. Karthala, Paris.

MACE Gordon, 1988, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, Les Presses Universitaires de Laval, Québec.

PILON Marc et Yacouba YARO (sous la dir.), 2001, *La demande d'éducation en Afrique, état des connaissances et perspectives de recherche*, Réseaux thématiques de recherche de l'UEPA (Union pour l'Etude de la Population Africaine), Réseau sur la famille et la scolarisation en Afrique.

QUIVY Raymond, Jean LUC CAMPENHOUDT, 1995, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 2<sup>ème</sup> Ed. Dunod, Paris.

ROBERT Hubert, 1965, *Traité de Pédagogie Générale*, PUF, Paris.

LEGENDRE Renald, 1993, *Dictionnaire actuel de l'éducation*, 2<sup>ème</sup> Ed. , GUERIN (Montréal), ESKA Paris, Collection : Le défi éducatif.

REY DEBOVE et REY Alain (sous la dir.), 1996, *Le Nouveau Petit Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Dictionnaire Le Robert, Paris.

### **Thèses et mémoires**

DRAME Fatou 2005, « Les raisons socioculturelles de la sous scolarisation des filles dans la commune de Diourbel », mémoire de Maîtrise de Sociologie Université Gaston Berger de Saint Louis.

GAMLI Atsuvi KK, ATINHOUNNON Raoul A, 2002, «Analyse micro économétrique de la demande de scolarisation : application à la zone de Niakhar » Rapport de stage.

HAROUNA Ali, MOUHIDINE Monir, 2004, « Niveau de vie des ménages et scolarisation de leurs enfants dans la zone de Niakhar », Rapport de stage.

KANE Zeinabou, « Contribution à l'étude des principaux facteurs d'échec et d'abandon scolaire des jeunes filles à Nouakchott, 2002 mémoire de Maîtrise, FLSH, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

MBAYE Adama, 2003 « Scolarisation et performances des jeunes filles des cycles moyen et secondaire à Dakar, mémoire de Maîtrise, FLSH, Département de sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

MIME/MARTINASSO Fernande, 1997, « Les filles à l'école sénégalaise : l'égalité des chances à l'inégalité sociale, l'école en question », Mémoire de DEA, ENS, Dakar.

NDIAYE Fatou, 2004 « L'échec scolaire à Thiès », Mémoire de maîtrise, FLSH, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

SENE Madior, 2002 « Déperditions scolaires des filles : le cas de la région de Dakar, mémoire de Maîtrise, FLSH, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

## **Articles, Revues et Rapports**

DIAGNE Abdoulaye, 2007, « Déterminants des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal », CRES, Dakar, numéro 01.

DIAGNE Abdoulaye, 2007, « Pourquoi les enfants quittent-ils l'école ? Un modèle hiérarchique multinational des abandons dans l'éducation primaire au Sénégal » CRES, Dakar, numéro 02.

DIAGNE Abdoulaye, 2007, « Une modélisation des déterminants des décisions de scolarisation primaire des ménages au Sénégal », CRES, Dakar, numéro 07.

DIALLO Mamadou, « Scolarisation des filles- Après 10 ans de lutte : Des poches de résistance subsistent » Le Quotidien, Vendredi 7 Mars 2008, Dakar.

DIOP M K, 1998, « Rôle des mères dans la scolarisation des filles, ENS, CUSE Dakar.

DIOKHANE Maréma DIOUM, Oumel Khairy DIALLO, Alhousseynou SY, Mafakha TOURE, s.d. « Genre et fréquentation scolaire dans l'enseignement élémentaire au Sénégal, FAWE, IDS.

IDEN/ Thiès ville, s.d. Monographie de l'école Darou Salam 2.

Ministère de l'Economie et des Finances, Direction générale du plan, Région de Thiès, Comité régional de suivi des OMD, Rapport final, Mars 2008, Thiès.

Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANDS), 2006, Résultats du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat(2002), Rapport national de présentation, Dakar.

Ministère de l'Education Nationale (MEN) Loi n° 91-22 du 30 Janvier 1991 d'orientation de l'Education nationale, p2.

NDOYE Abdou Karim, 2006, « Engagement des mères et réussite scolaire des filles au Sénégal », pp131-186, in Sociétés en devenir mélanges offerts à Boubacar LY, Annales de la FLSH, PUD, Dakar.

NIANE Boubacar, LAGARDERRE Danielle, 1995, « Les facteurs de la sous scolarisation des filles au Sénégal », MEN-UNICEF, Dakar.

NYELENI, Panafricaine des Femmes : «La lutte contre la sous scolarisation des filles et l'analphabétisme des femmes », Le Magazine de la femme N°59, Juillet 2003.

ONU, OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), Rapport 2005, New York.

PNUD, 1999, « Les sénégalaises en chiffres : analyse des données sociodémographiques, économiques et politiques relatives aux femmes », Dakar.

SYLLA Amadou, 1992, « L'Ecole : quelle réforme ? » in *Sénégal, trajectoires d'un Etat* Momar Coumba DIOP (sous la dir.), Codesria, Dakar.

UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous, 2002, « Le monde est-il sur la bonne voie ».

UNESCO, 1994, «L'éducation des filles et des femmes : par delà l'accès, contribution de l'Unesco à la Cinquième Conférence régionale sur les femmes », 16-23 Novembre, Dakar, Sénégal.

UNESCO, Rapport suivi sur l'Education Pour Tous (EPT) 2003-2004, « Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité ». Editions de l'UNESCO, France.

### **Sites web**

[www.graphpad.com/quickcalcs/randomN1.CFM-12](http://www.graphpad.com/quickcalcs/randomN1.CFM-12).

[www.education.gouv.sn](http://www.education.gouv.sn).

Jérôme GLEIZES, Mai 2000, <http://multitudes.samizdat.net/Le-capital-humain>, [En ligne], page consultée le 20 Octobre 2008.

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	10
DEDICACES .....	11
REMERCIEMENTS.....	12
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	13
GLOSSAIRE .....	15
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES.....	16
GRAPHIQUES .....	17
INTRODUCTION .....	18
PREMIERE PARTIE : CADRES THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE .....	22
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.....	22
I-1 REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE .....	22
I-2 PROBLEMATIQUE .....	31
I-3 QUESTION DE RECHERCHE.....	38
I-4 PERTINENCE DE L'ETUDE .....	38
I-5 OBJECTIFS .....	39
I-5-1 OBJECTIF GENERAL.....	39
I-5-2 OBJECTIFS SPECIFIQUES .....	39
I-6 CONSTRUCTION DU CADRE D'ANALYSE.....	40
I-6-1 CADRE CONCEPTUEL.....	40
I-6-2 MODELE D'ANALYSE.....	43
I-7 HYPOTHESES .....	45
I-7-1 HYPOTHESE PRINCIPALE.....	45
I-7-2 HYPOTHESES SECONDAIRES .....	45
I-8 DEFINITION DES TERMES DE L'HYPOTHESE .....	46
I-9 VARIABLES ET INDICATEURS DE L'ETUDE.....	50
CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE.....	52
II-1 SOURCES D'INFORMATIONS .....	52
II-2 METHODES ET TECHNIQUES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES .....	53
II-2-1 La méthode quantitative .....	54
II-2-2 La méthode qualitative .....	55
II-3 Population de l'étude .....	56
II-4 PLAN DE SONDAGE : APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE QUANTITATIVE.....	57
II-4-1 La base de sondage.....	57
Notre recherche concerne deux types de population : .....	57
II-4-2 L'échantillonnage .....	58
II-4-3 Le traitement et l'exploitation des données.....	61
II-4-3-1 L'analyse quantitative .....	61
II-4-3-2 L'analyse qualitative .....	61
II-5 DEROULEMENT DE L'ENQUETE.....	62
II-5-1 Le pré test .....	62
II-5-2 L'enquête de terrain.....	63
II-6 DIFFICULTES RENCONTREES.....	63
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE ET ANALYSE DES POLITIQUES EDUCATIVES SUR LES FILLES.....	65
CHAPITRE III : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE .....	65

III-1 CADRE GENERAL .....	65
III-2 CADRE SPECIFIQUE .....	67
Caractéristiques physiques.....	67
Caractéristiques sociodémographiques.....	68
III-3-L'ECOLE DAROU SALAM 2 .....	68
CHAPITRE IV : APPROCHE ANALYTIQUE DES POLITIQUES D'INTERVENTION SUR LA SCOLARISATION DES FILLES .....	70
IV-1 LE COMITE NATIONAL DES ENSEIGNANTES POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION DES FILLES.....	70
IV-2 LE FORUM DES EDUCATRICES AFRICAINES .....	72
IV-3- L'USAID.....	74
IV-4- LA FONDATION PAUL GUERIN-LAJOIE DU CANADA.....	74
TROISIEME PARTIE : LES DIFFICULTES DE POURSUITE SCOLAIRE.....	76
CHAPITRE V : IDENTIFICATION ET PROFIL DES ENQUETES .....	76
V-1 Profil des filles.....	77
V-2 Profil des scolarisées .....	77
V-3 B Profil des filles ayant abandonné .....	81
V- 5 Profil du parent enquêté.....	82
V-6 analyse des facteurs de maintien .....	84
CHAPITRE VI : LES FACTEURS SOCIOCULTURELS ET ECONOMIQUES.....	89
CONCLUSION GENERALE.....	96
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	98
Ouvrages généraux .....	98
Thèses et mémoires.....	99
Articles, Revues et Rapports.....	100
Sites web .....	101
TABLE DES MATIERES .....	102
Titre 1 : Note d'introduction.....	104
Titre 2 : Tableau des résultats de l'analyse.....	104
Titre 3 : Questionnaire des parents .....	104
Titre 4 : Questionnaire des filles scolarisées .....	104
Titre 5 : Guide d'entretien à l'intention des filles déscolarisées.....	104
1- NOTE D'INTRODUCTION ADRESSEE AUX PERSONNES RESSOURCES ET AUX ENQUETES .....	105
Thème de recherche .....	105
3- QUESTIONNAIRE A L'INTENSION DES PARENTS.....	108
4- QUESTIONNAIRE A L'INTENSION DES ELEVES FILLES .....	113
5-GUIDE D'ENTRETIENS A L'INTENSION DES DESCOLARISEES .....	116

# ANNEXES

**Titre 1** : Note d'introduction

**Titre 2** : Tableau des résultats de l'analyse

**Titre 3** : Questionnaire des parents

**Titre 4** : Questionnaire des filles scolarisées

**Titre 5** : Guide d'entretien à l'intention des filles déscolarisées

## **1- NOTE D'INTRODUCTION ADRESSEE AUX PERSONNES RESSOURCES ET AUX ENQUETES**

### **Thème de recherche**

La scolarisation des filles (SCOFI) dans la commune de Thiès : les difficultés de poursuite scolaire.

### **Introduction**

Nous sommes à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar. Nous menons une recherche dans le cadre de la rédaction de notre mémoire de maîtrise. L'étude porte sur scolarisation des filles dans la commune de Thiès, précisément sur les difficultés de maintien. Ce sujet est une actualité qui interpelle les parents qui sont d'abord les premiers concernés dans l'éducation de leurs enfants. Ensuite les enseignants, les dirigeants et les apprenants eux-mêmes. Notre intérêt est de comprendre les mécanismes qui empêchent les filles de se maintenir à l'école pour ainsi apporter notre modeste contribution au combat pour l'éducation universelle. Mais auparavant il nous faut chercher et trouver l'information auprès des acteurs concernés par le thème. Autrement dit chez les parents d'élèves, les enseignants et les élèves.

Ainsi, nous sollicitons votre participation active à notre quête de savoir et vous remercions par avance de votre collaboration. Nous vous prions de bien vouloir donner une réponse spontanée à ces questions ceci dans le souci de pouvoir faire une analyse objective et fiable du phénomène.

MERCI

## 2- TABLEAUX DES RESULTATS DE L'ANALYSE

**Tableau 6: Evolution du TBS et du TNS (en %) pour la région de Thiès**

Indicateurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
TNS	47	52,62	58,20	64,34	74,46	80,04	83,16	86,40
TBS	69,60	72,00	75,80	79,30	83	86,11	89	91

Source : IA Thiès

**Tableau 7 : Evolution du rapport filles/garçons dans les différents niveaux d'enseignement**

Années	2000		2001		2002		2003		2004		2005	
	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.	Sén.	Th.
Rapport filles/garçons												
Précolaire	1,04	1,1	1,1	1,11	1,11	1,13	1,08	1,16	1,22	1,11	1,09	1,15
Elémentaire	0,85	0,86	0,87	0,9	0,89	0,9	0,91	0,93	0,94	0,94	0,95	0,96
Moyen	0,66	0,61	0,66	0,68	0,69	0,87	0,69	0,78	0,79	0,82	0,76	0,88
Secondaire	0,61	0,59	0,61	0,61	0,58	0,63	0,60	0,61	0,61	0,62	0,66	0,64

Source : IA Thiès

**Tableau du graphique 1 : Part de contribution dans les tâches ménagères**

		Fréquence	Pourcentage %
Personnes à charge des tâches ménagères	Bonne	16	20,5
	Maman	38	48,7
	La ou les filles	16	20,5
	Participation commune	7	9,0
	Autre	1	1,3
	Total	78	100,0

**Tableau du graphique 2 : Situation des retards**

Causes du retard	Fréquence du retard					Total
	1fois	2fois	5fois	Parfois	rarement	
distance école maison	1	1	1	0	3	6
erreur d'horaire	1	0	0	0	1	2
je devais attendre ma mère à la maison	1	0	0	0	0	1
Sollicitation	3	0	0	1	0	4
réveil tardif	2	1	0	2	2	7
réveil tardif, travaux, distance école maison	0	0	0	0	1	1
travaux ménagers	1	1	0	1	1	4
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>49</b>

**Tableau du graphique 3 : Situation du redoublement**

Classe(s) redoublée(s)	Fréquence du redoublement				Total	
	1 fois		2 fois			
CI	1	2%	0	0%	1	2%
CP	2	4,1	0	0	2	4,1
CE1	2	4,1	0	0	2	4,1
CE2	<b>6</b>	<b>12,2</b>	0	0	6	12,2
CE2 et CM1	0	0	<b>2</b>	<b>4,1</b>	2	4,1
CM1	<b>11</b>	<b>22,4</b>	0	0	11	22,4
CM2	4	8,2	1	2	5	10,2
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>53,1</b>	<b>3</b>	<b>6,1</b>	<b>29</b>	<b>100%</b>

**Tableau du graphique 4 : Situation des absences**

Raisons des absences		Situation des absences		Total
		Oui	Non	
	assistance à la mère	3	0	3
	cérémonie familiale	6	0	6
	maladie	13	0	13
	NSP	1	0	1
	sollicitation	3	0	3
<b>Total</b>		<b>26</b>	<b>23</b>	<b>49</b>

### 3- QUESTIONNAIRE A L'INTENSION DES PARENTS

#### I Identification

1-Sexe :                                      Féminin                                          Masculin   

2-Quelle est votre date de naissance?

3-Situation matrimoniale

Célibataire                                     

Marié(e)   

Séparé(e)   

Divorcé(e)                                        

Veuf (ve)                                        

4-Quelle est votre religion ?

Musulman(e)                                     

Chrétien(ne)                                     

Autre (à préciser)                               

.....  
.....

5- Avez-vous suivi une instruction ?

OUI                                          NON   

5a. Si oui quel type d'enseignement avez-vous suivi ?

Français   

Arabe   

Coranique                                        

5b. si oui quel est votre niveau d'étude ?

Primaire   

Secondaire                                       

Supérieur                                        

Précisez la dernière classe fréquentée

5c-Si non à Q5 avez-vous été alphabétisé ?

OUI

NON

Si oui dans quelle langue ?

6-Quelle est votre profession ?

Aucune

Employé(e)

Commerçant(e)

Artisan

Agriculteur

Ouvrier

Retraité(e)

Autre (à préciser)

## II- Situation familiale

7-Quel type de ménage avez-vous ?

Monogame

Polygame à 2 femmes  à 3 femmes  à 4 femmes

Divorcé, veuf (ve) ou célibataire (avec enfant (s))

8-Effectif d'enfants à charge dans la famille.....

Effectif de garçons

Effectif de filles

## III Comportements des parents face à l'école

9-Effectif d'enfants scolarisables

Garçons :

Filles :

10- Vos enfants sont-ils scolarisés ?

OUI  NON

Garçons OUI  NON

Filles OUI  NON

11-Dans le cas où c'est seulement l'un des sexes qui fréquentent l'école donner les raisons de la non fréquentation de l'autre

.....  
.....

12-En moyenne à quel âge ils sont inscrits à l'école ?

Garçons : 5ans  6ans  7ans  7ans et +

Filles : 5ans  6ans  7ans  7ans et +

13-Vos garçons et filles fréquentent-ils la même école ?

OUI  NON

13a- Si non, dites pourquoi cette différence ?

.....

14-Avez-vous connaissance des dispositions sur les droits des enfants.

15-Selon vous, est-ce que la scolarisation est un droit commun à tous les enfants fille comme garçon ?

OUI  NON

Justification

.....  
.....

16-Actuellement on parle beaucoup de promotion de la femme, qu'en pensez vous ?

OUI  NON

18-Il est souvent dit que la scolarisation d'une fille est sans importance. Etes-vous :

Pour cette affirmation

Contre cette affirmation

Justifier la réponse

.....  
.....

19-Etes- vous favorable au principe d'égalité dans l'éducation ?

OUI  NON

Justifier la réponse

.....  
.....

20-Si vous-vous trouviez dans une situation où vos et garçon et fille doivent faire leurs études et que vous ne soyez pas en mesure d'assurer les deux, vous opterez pour :

- Aucun
- Celui du plus âgé
- du garçon
- de la fille

Justifiez la réponse

.....  
.....

21-Vos garçon(s) et fille(s) sont-ils dans les mêmes conditions d'apprentissages à la maison ?

OUI  NON

21a- Si non expliquez la raison

.....  
.....  
.....

22-Parvenez-vous à assurer les frais scolaires de vos enfants :

- Plus ou moins
- Difficilement
- Pas du tout

23- Qui s'occupe des tâches ménagères ?

- Une bonne
- La maman
- La ou les filles (s)

.....

23a- Au cas où c'est la fille qui s'occupe des tâches ménagères quel en moyenne le volume de temps de son travail ?

24- Comment appréciez vous les campagnes de sensibilisation sur la scolarisation des filles ?

#### 4- QUESTIONNAIRE A L'INTENSION DES ELEVES FILLES

##### I- Identification

1- Quel âge avez-vous ?

2-Quelle est votre ethnie ?

3- Quelle est votre religion ?

Musulmane

Chrétienne

Autre

.....

4- Quel est votre niveau d'étude

CM1

CM2

5- Quelle est la profession de vos parents :

Père

Mère

##### II- Situation familiale et parcours scolaire des filles

6-Avez-vous des frères et sœurs ?

6a-Si oui combien en avez-vous ?

7-Sont-ils tous à l'école ?

OUI  NON

8-Etes- vous inscrite dans la même école que votre frère?

OUI  NON

8a-Si non, dites pourquoi cette différence ?

9-Etes-vous dans les mêmes conditions d'apprentissages que vos frères à la maison ?

OUI  NON

9a-Si non expliquez la raison

.....

10-Vous arrive-il d'être en retard à l'école ?

OUI  NON

10a-Si oui, combien de fois :

Très souvent

Souvent

Rarement

10b-Si oui quelles les causes du retard

Réveil tardif

Travaux ménagers

Distance entre l'école et la maison

11-Est-ce que vous allez tous les jours à l'école ?

OUI

NON

11a-Sinon quelles sont les raisons de vos absences ?

Manque de motivation

Travaux domestiques

Maladie

Autre

12-Avez-vous déjà redoublé ?

OUI

NON

12a-Si oui combien de fois ? Préciser la ou les classe(s) redoublée(s)

13-En tant qu'élèves quels sont les problèmes que vous rencontrez ?

Avec les parents

.....  
.....

Avec les maîtres ou à l'école

.....  
.....

14-Rentrez-vous chaque soir chez vos parents ? (Père/mère)

OUI

NON

14a-Sinon chez qui rentrez-vous ?

15-Habitez-vous très loin de votre école ?

OUI

NON

16-Si vous avez un tuteur, quelle est sa profession ?

17-Payez-vous votre hébergement ?

OUI  NON

17a-Si oui qui le paie pour vous ?

17b-Que donne-t-il à votre tuteur ?

18-Où prenez-vous votre déjeuner à midi ?

19-Pensez-vous être dans de bonnes conditions d'hébergement ?

OUI  NON

19a-Sinon, que vous manque-t-il ?

20-Quelle(s) activité(s) domestiques faites-vous en plus des travaux scolaires

Ménage

Cuisine

Vaisselle

Corvée d'eau

Laver le linge

Surveiller les enfants

Petit commerce

Autre à préciser .....

21-Qu'est ce que vous voulez faire plus tard ?

Pourquoi ?.....

## 5-GUIDE D'ENTRETIENS A L'INTENSION DES DESCOLARISEES

Sont prises en compte dans ce guide, les filles ayant abandonné il y a 5 ans au plus et se trouvant dans la tranche d'age 12-18ans

### **Identification**

Age

Religion

Ethnie

Profession des parents

**Question de départ** : pourquoi avez-vous abandonné l'école ?

#### A/ facteurs familiaux

##### A1/ charges domestiques

Exerçais-tu des travaux domestiques ?

Si oui lesquels ?

A quel moment ?

Pourquoi ?

A part les travaux ménagers, avais-tu d'autres charges domestiques ?

Quels impacts ont-ils eu sur ton parcours ?

##### A2/attitude, suivi et encadrement parental

Qui assurait ton suivi et encadrement à la maison ? Comment ?

Comment tes parents appréciaient-ils ta scolarisation ?

Quels étaient leurs attitudes et comportements face à ta scolarisation ?

#### B/ facteurs économiques

Qui finançaient tes études ? Comment ?

Exerçais tu une activité pendant les vacances scolaires ?

Si oui laquelle ? Pourquoi ?

#### C/ intérêt pour l'école

Étais tu assidu à l'école ?

T'arrivait-il de venir en retard, de t'absenter, de redoubler ?

Quelles étaient les principales raisons de ses retard, absence et redoublement ?

#### Perceptions de l'école et occupation actuelle

Que penses-tu de la scolarisation des filles ? Des garçons ?

Que voulais-tu devenir lorsque tu étais élève ?

Quelle est ton occupation actuelle ?

Pourquoi ce choix ? Est-ce que tu y gagnes de l'argent ?

Souhaites-tu retourner à l'école ? Pourquoi ?